

REWARD MONEY

Lilram Deal prêt à parler... mais exige l'immunité



Pension à 65 ans : Rs 10 000 de soutien...mais une colère qui ne retombe pas

Faux transferts vers Dubaï



**La police traque le
réseau Abdallah-Ramos**

Chantage au « sextape »



**Un douanier piégé,
ruiné et traumatisé**

Courses hippiques 2025



**La GRA fait le ménage
dans les écuries**

ÉDITORIAL

Pension : Entre devoir de responsabilité et appel à la confiance

Pendant des années, les personnes âgées à Maurice ont été bercées par un rêve : celui d'une pension garantie à 60 ans, pour tous, sans condition, sans avoir à cotiser. Ce rêve, c'est l'ancien régime — dirigé par le gouvernement MSM — qui l'a entretenu, gonflé, utilisé à des fins électorales. Augmentations spectaculaires de la pension, annonces à grands coups de milliards avant chaque scrutin, slogans promettants « *plus pour nos aînés* » : tout a été calculé, stratégique, populaire. Mais aujourd'hui, la facture tombe. Et c'est le peuple qui trinque.

Le 4 juillet, le nouveau gouvernement a dû se résoudre à annoncer une réforme majeure : à partir de 2026, l'âge d'éligibilité à la pension universelle passera progressivement de 60 à 65 ans, pour atteindre cette limite d'ici 2030. Une décision difficile, impopulaire, mais devenue inévitable. Car le système, tel qu'il a été laissé, est au bord de la rupture.

En 2024, la pension de vieillesse coûtera Rs 55,4 milliards à l'État — soit près de 8 % du PIB. Le nombre de retraités ne cesse d'augmenter, alors que les jeunes actifs sont de moins en moins nombreux. Le rapport entre ceux qui travaillent et ceux qui touchent une pension est passé de 7 pour 1 en 2000 à seulement 2,7 aujourd'hui. Ce déséquilibre est le résultat d'années de politiques populistes, sans vision à long terme.

Le vrai problème, c'est qu'on a vendu un rêve à des milliers de familles. Un rêve que l'on savait intenable. On a promis sans jamais préparer. Le MSM, aux commandes pendant près d'une décennie, a creusé le déficit, dépensé sans compter, multiplié les annonces électorales — mais sans jamais réformer. Résultat : c'est aujourd'hui qu'il faut réparer. Et ce sont les travailleurs, les petites mains, ceux qui ont trimé toute leur vie sans couverture sociale, qui se retrouvent à devoir attendre cinq ans de plus.

Maurice ne doit plus rêver à crédit. Elle doit se réveiller, réparer, et avancer. Ensemble. Et sans retourner aux erreurs du passé.

Le nouveau gouvernement, lucide sur l'ampleur de la tâche, a choisi d'agir. Un revenu de soutien de Rs 10 000 sera accordé à partir de septembre 2025 aux foyers les plus modestes, pour accompagner la transition. Cette aide visera les travailleurs à bas revenus, les femmes au foyer, les préretraités. Le but est clair : ne laisser personne derrière.

Mais cela ne suffira pas. Ce qu'il faut maintenant, c'est regagner la confiance. Car après tant de promesses non tenues, tant de manipulations, le peuple doute. Et à juste titre. Il est donc du devoir des autorités d'expliquer, de consulter, d'écouter, et de ne plus jamais utiliser la pension comme une arme politique.

La réforme ne s'arrête pas à l'âge. Une refonte en profondeur du système de retraite est prévue. Une commission indépendante analysera les trois piliers actuels — pension universelle, NPF, CSG — pour proposer un modèle plus juste et plus viable. Et cette fois, il faudra que les décisions soient guidées par le bien commun, pas par des calculs électoraux.

Le peuple, lui aussi, doit rester vigilant. Exiger des comptes. Refuser les fausses promesses. Comprendre que la solidarité nationale ne peut survivre que si elle est bâtie sur l'honnêteté et l'effort partagé.

Ce moment de vérité peut devenir une opportunité. Pour rétablir un pacte social fondé sur la justice, la transparence, et la responsabilité. Pour sortir enfin de la logique du court terme. Et pour reconstruire une île Maurice qui protège les plus faibles sans mentir aux générations futures.

TRIBUNE

Moi, l'homme de la rue, face au rêve brisé de la voiture



Je m'appelle Sunil. Je suis employé dans une petite entreprise à Rose-Hill, je gagne un peu plus que le salaire minimum, et comme beaucoup d'autres, j'avais un rêve simple : acheter ma première voiture. Pas une grosse cylindrée. Pas une neuve qui brille dans une salle d'exposition. Juste une petite d'occasion, fiable, pour pouvoir aller au travail sans dépendre des bus bondés, pour sortir en famille le week-end, pour vivre un peu mieux. Mais aujourd'hui, ce rêve s'éloigne. Pire : il s'effondre.

Depuis le Budget 2025-2026, tout a augmenté. Les droits d'accise, les frais d'enregistrement, même la taxe sur les voitures hybrides et électriques est revenue. Les voitures d'occasion, qui étaient l'espoir des petites gens comme moi, ont pris un coup dur. Le concessionnaire m'a dit que la petite japonaise que je regardais depuis des mois a désormais grimpé de Rs 100 000. Cent mille roupies ! C'est plus que ce que je gagne en six mois. Et je ne parle même pas des intérêts bancaires qui ne cessent d'augmenter.

Et comme si ça ne suffisait pas, le coût de l'assurance, de la plaque, du fitness, et même des services de douane ont pris l'ascenseur. Le ministre dit que c'est pour freiner l'explosion du parc automobile. Peut-être. Mais moi, je ne suis pas responsable de cette explosion. J'ai attendu, économisé, sacrifié des sorties, renoncé à des plaisirs, juste pour me rapprocher un peu de ce rêve. Maintenant, on me dit qu'il faut attendre encore. Ou tout simplement renoncer.

Je comprends qu'il faille protéger l'environnement, lutter contre les embouteillages, encourager le transport en commun. Mais qu'on ne vienne pas me dire que les riches vont souffrir de ces mesures. Eux, ils achèteront toujours leurs SUV, leurs voitures de luxe, peu importe les taxes. Ceux qui trinquent, ce sont les travailleurs comme moi, les petits salariés, les jeunes couples, les familles modestes. Ceux pour qui la voiture n'est pas un luxe, mais un outil de liberté. Aujourd'hui, je suis découragé. Mais je ne suis pas en colère contre le progrès. Je suis en colère contre l'injustice. Il fallait peut-être réformer, oui. Mais pas sans concertation. Pas sans penser à nous, les hommes et les femmes de la rue.

Moi, je ne demande pas la lune. Juste un peu de respect. Et qu'on ne m'enlève pas le peu d'espoir que j'avais réussi à construire, quatre pneus à la fois.

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Pension : le soutien de Rs 10 000 n'apaise pas la contestation

Ils étaient plusieurs, ce samedi 5 juillet 2025, à converger vers le Plaza à Rose-Hill. Venus des quatre coins de l'île, syndicalistes, retraités, jeunes, fonctionnaires et travailleurs du privé ont répondu à l'appel de la plateforme syndicale pour dire non au relèvement progressif de l'âge de la pension universelle. Malgré les ajustements annoncés par le gouvernement, la colère reste vive et la mobilisation s'intensifie.



Un rejet clair, malgré les gestes du gouvernement

Le Premier ministre avait tenté de désamorcer la contestation en annonçant une série d'aménagements, notamment le versement d'un Income Support de Rs 10 000 par mois à partir de septembre 2025 pour les familles à faibles revenus. Mais ces mesures n'ont pas suffi à éteindre la contestation. Pour de nombreux manifestants, le fond du problème demeure inchangé

: repousser l'âge de la retraite à 65 ans d'ici 2030 est perçu comme une atteinte directe aux acquis sociaux et une injustice envers les travailleurs les plus précaires.

Sur scène, les prises de parole se succèdent, empreintes d'émotion et de combativité. Jane Ragoo, figure de la lutte syndicale, résume le sentiment général : « *Ce qu'ils nous donnent d'une main, ils le reprennent de l'autre. L'aide financière ne compense pas la souffrance*

qu'engendrera cette réforme pour des milliers de familles. »

Une mobilisation intergénérationnelle

La manifestation de ce samedi dépasse le simple cadre syndical. Dans la foule, on croise des jeunes étudiants, des travailleurs sociaux, des femmes au foyer et des préretraités. Tous dénoncent un système perçu comme de plus en plus injuste et déséquilibré. Stéphanie, 28 ans, employée dans un centre d'appels, explique : *« Je suis venue marcher pour mes parents, qui ont bossé dur toute leur vie, et pour moi aussi. À ce rythme, on nous demandera bientôt de travailler jusqu'à 70 ans. »*

Marc, 62 ans, chauffeur de bus, brandit une pancarte sur laquelle on peut lire « *Ena limit* ». Il confie : « *Mo fine travay depi mo ena 18 ans. Aster mo anvi pran mo repo. Ki mannyer mo pou fer sa ankor 5 ans ?* »

Un message fort : la rue ne compte pas se taire

Ce deuxième rassemblement, après celui du 22 juin à Port-Louis, s'inscrit dans une stratégie de pression continue. Les leaders syndicaux n'excluent pas d'autres actions si le gouvernement refuse d'ouvrir un véritable dialogue national. « *Le peuple ne veut pas d'une réforme imposée d'en haut. Il veut être écouté. Le gouvernement a peut-être reculé d'un pas, mais la direction reste la même. Ce n'est pas suffisant* », martèle

Reeaz Chuttoo, de la CTSP.

Le gouvernement reste ferme mais surveille de près

Du côté des autorités, si le ton est resté calme, la position n'a pas bougé. Les responsables gouvernementaux maintiennent que cette réforme est incontournable pour garantir la pérennité du système de pension, face à une population vieillissante et une pression croissante sur les finances publiques. Le ministère des Finances affirme qu'il reste ouvert à la concertation, mais refuse de revenir sur l'objectif de porter l'âge de la pension à 65 ans.

Un conseiller gouvernemental, sous couvert d'anonymat, confie : « *Nous comprenons l'inquiétude. Mais ce débat doit être rationnel, basé sur des données. Il s'agit de sauver le système pour les générations futures.* »

Les syndicats réclament la suspension immédiate de la réforme et l'organisation d'un large débat national sur l'avenir du système de retraite. Le gouvernement, lui, joue la carte de la responsabilité budgétaire et du pragmatisme. Mais la rue, elle, ne décolère pas. Et dans un contexte de vie chère, de frustration sociale croissante et de méfiance envers les institutions, le rejet de cette réforme risque bien de devenir le point de ralliement d'une contestation plus large.



Ce que propose le gouvernement : les points forts de la réforme

Face au vieillissement accéléré de la population et aux défis de soutenabilité financière, le gouvernement a présenté une réforme progressive et ciblée du système de pension universelle. Voici les principales mesures annoncées :

• Relevé progressif de l'âge de la pension

À partir de 2026, l'âge d'éligibilité à la Basic Retirement Pension (BRP) passera à 61 ans, puis augmentera d'un an chaque année jusqu'à atteindre 65 ans en 2030. Cette transition vise à adapter le système aux nouvelles réalités démographiques tout en laissant aux futurs retraités le temps de s'ajuster.

• **Rs 10 000 de soutien mensuel pour les plus modestes**

Un Income Support de Rs 10 000 par mois sera versé à partir de septembre 2025 aux personnes seules gagnant moins de Rs 10 000 et aux couples dont les revenus ne dépassent pas Rs 20 000. Environ 7 500 bénéficiaires par cohorte sont attendus.

- **Versement direct et simplifié**

Le soutien sera déposé directement sur les comptes bancaires des bénéficiaires après soumission d'un formulaire unique à la MRA, garantissant rapidité, efficacité et traçabilité.

- **Création d'une Commission indépendante**

Une équipe d'experts sera nommée pour repenser en profondeur l'architecture du système de retraite, incluant les trois piliers, le NPF et la CSG.

- Révision de la pension d'invalidité

Le gouvernement s'engage également à revoir entièrement les critères et montants de la pension d'invalidité à court terme.

Cette réforme est présentée comme un acte de responsabilité, visant à renforcer la justice sociale tout en assurant la viabilité du système pour les générations futures.

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Reward Money: Lilram Deal prêt à parler... sous condition d'immunité

Hospitalisé, mais au centre de l'affaire du Reward Money, l'ACP Lilram Deal joue une carte audacieuse. Selon des informations concordantes, il se dit prêt à tout révéler, à condition que l'État l'autorise officiellement à briser le Official Secrets Act. En coulisse, l'ex-patron de la CTU cherche une porte de sortie légale.

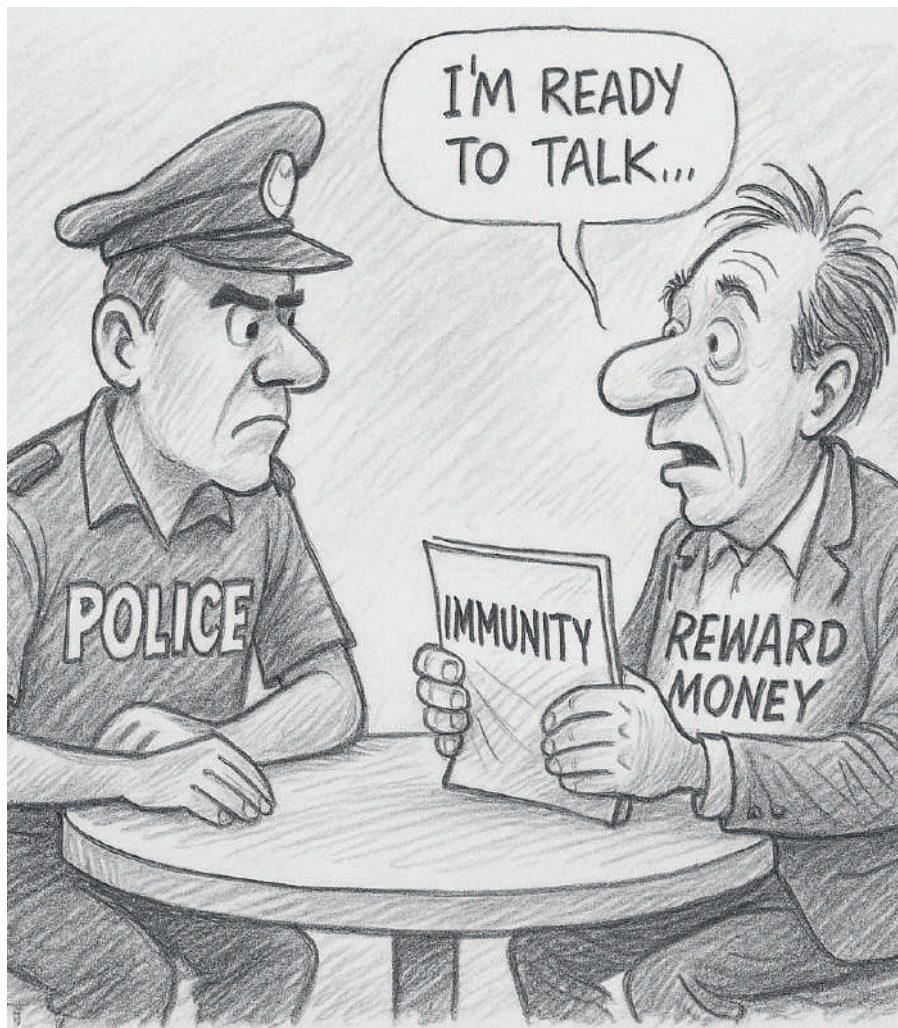
Depuis son arrestation le 20 juin, l'ancien Assistant Commissaire de Police Lilram Deal fait l'objet d'une enquête explosive sur une affaire de Reward Money, dont l'enveloppe totale aurait atteint Rs 250 millions. Alors que les enquêteurs de la Financial Crimes Commission (FCC) poursuivent leurs investigations sur des flux suspects et le recours à des prête-noms pour l'acquisition de biens immobiliers et de véhicules, un nouveau rebondissement agite les hautes sphères : Lilram Deal serait disposé à coopérer... mais uniquement en échange d'une immunité légale.

Selon des sources concordantes, l'ex-chef de la Counter Terrorism Unit (CTU) a fait savoir à ses proches qu'il était prêt à livrer des révélations potentiellement explosives sur le système de récompenses, les bénéficiaires, les complicités internes et les pressions hiérarchiques. Mais il exige une protection officielle du Directeur des Poursuites Publiques (DPP) avant toute collaboration.

Au cœur de cette condition se trouve le Official Secrets Act, une législation qui interdit à tout agent de l'État de divulguer des informations classifiées, notamment celles relatives à la sécurité nationale ou aux opérations sensibles de services spéciaux comme la CTU. Lilram Deal fonde donc son ultimatum sur ce cadre légal strict : il ne parlera que si son témoignage est couvert par une dérogation écrite. « *Il veut vider sa valise, il l'a dit clairement. Mais il exige une garantie béton. Il ne veut pas se retrouver à répondre plus tard pour avoir trahi des secrets d'État* », affirme une source proche du dossier. À ce stade, aucun commentaire officiel n'a été émis par le bureau du DPP, mais selon nos informations, des échanges exploratoires ont déjà eu lieu.

Des révélations explosives en attente

Pourquoi une telle insistance sur l'immunité ? Parce que Lilram Deal aurait en sa possession des informations sensibles impliquant des hauts gradés de la police et des personnalités influentes ayant bénéficié illégalement du système de Reward Money entre 2022 et 2024. Dans des échanges privés, il aurait cité au moins deux officiers supérieurs ayant perçu des sommes importantes en dehors de tout cadre réglementaire.



Toujours selon nos sources, Lilram Deal aurait déclaré avoir agi « *sur instructions* » et « *dans la chaîne hiérarchique* », une manière de se dédouaner partiellement tout en laissant entendre que les ordres venaient de plus haut. Cette ligne de défense, préparée avec soin, évolue désormais vers une stratégie offensive : coopérer en échange de la clémence, voire d'un abandon des charges.

Les prête-noms et les millions introuvables

L'enquête se poursuit sur des propriétés acquises par des proches de Deal et l'achat d'un Toyota RAV4 pour Rs 2 millions, payé depuis un compte bancaire conjoint avec son épouse. Ce qui intrigue les enquêteurs, c'est que plusieurs de ces biens ne sont pas enregistrés au nom de Lilram Deal, mais à celui de membres de son entourage.

Une méthode typique de blanchiment par prête-noms. Les relevés bancaires analysés couvrent la période juin-août 2022, moment où les fonds auraient été le plus activement redistribués. Une demande d'élargissement d'accès judiciaire est en cours pour tracer tous

les mouvements financiers liés à la cagnotte du Reward Money.

La FCC cherche à accéder à ses appareils

Autre point de blocage : Lilram Deal refuse l'accès à son ordinateur. Les enquêteurs ont sollicité l'aide d'un laboratoire digital étranger pour tenter de contourner les protections. Mais si le DPP donne son feu vert ou si l'immunité est confirmée, il pourrait coopérer et fournir les documents internes. « *Il sait que les preuves sont dans ses appareils. Il tempore, mais il sait que le temps joue contre lui* », souligne une autre source.

Des informations laissent entendre qu'il aurait tenté d'influencer d'anciens collègues pour qu'ils minimisent leurs témoignages. Si cela est prouvé, il pourrait être poursuivi pour entrave à la justice.

Pour l'heure, Lilram Deal mise tout sur la coopération sous immunité. Une stratégie risquée, mais potentiellement explosive pour l'appareil étatique. Car s'il parle, c'est toute une mécanique policière, hiérarchique et politique qui pourrait s'effondrer.

Que prévoit le Official Secrets Act à Maurice ?

Le texte interdit à toute personne – fonctionnaire, policier, militaire de :

- divulguer, transmettre ou publier des informations classifiées ;
- détenir des documents confidentiels sans autorisation ;
- accéder ou tenter d'accéder à des zones ou fichiers sensibles ;
- transmettre ces informations à des tiers, y compris les médias.

Sanctions prévues : jusqu'à 10 ans de prison et Rs 500 000 d'amende. Le simple fait de détenir un document classifié sans autorisation peut suffire à être poursuivi.

Peut-on briser le Official Secrets Act ?

Oui, dans des cas bien précis :

1. **Autorisation du DPP :**
Le DPP peut accorder une garantie écrite autorisant un témoin à divulguer des informations confidentielles sans risque de poursuite.
2. **Levée du secret d'État :**
Le gouvernement peut lever partiellement ou totalement le secret d'État, en collaboration avec des institutions comme la FCC.
3. **Protection de l'intérêt public supérieur :**
Si le témoignage est jugé crucial pour protéger l'État ou démanteler un réseau, une dérogation peut être accordée. Dans le cas de Lilram Deal : sans immunité, il risque 10 ans de prison. Avec l'accord du DPP, il pourrait tout révéler sans conséquence pénale.

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Argent envolé, rêves brisés : la filière clandestine du Sud qui siphonne des fortunes vers Dubaï

Ils pensaient faire une affaire en or. Ils se retrouvent ruinés. Une nouvelle escroquerie à grande échelle secoue le sud de l'île, où plusieurs Mauriciens affirment avoir été piégés par un réseau bien organisé opérant dans l'ombre, utilisant le système informel hawala pour envoyer d'importantes sommes vers Dubaï. Au cœur du stratagème, deux noms reviennent : Ramos, l'homme de terrain basé à Maurice, et Abdallah, l'intermédiaire supposé basé à Dubaï. Deux victimes témoignent. Elles ont perdu entre 20 000 et 100 000 euros.

Depuis plusieurs semaines, la CID (Criminal Investigation Division) de Mahébourg et de Rose-Belle enquête sur un système frauduleux de transferts de fonds vers l'étranger. Les montants en jeu ? Colossaux. Le mécanisme utilisé ? Le hawala, un système informel reposant sur la confiance mutuelle entre agents situés dans différents pays, en marge des circuits bancaires. À Maurice, le point de contact s'appelle Ramos. Discret, poli, bien introduit dans certains cercles du sud, il aurait convaincu plusieurs particuliers et entrepreneurs d'utiliser cette voie parallèle pour envoyer des sommes importantes à Dubaï, à des fins d'investissement, d'import-export ou de financement personnel. « Il parlait bien, avait des réponses à tout. Il m'a dit que tout passait par Abdallah, son partenaire à Dubaï. Je devais recevoir l'équivalent en dirhams dès le lendemain. Je n'ai jamais rien vu. » Jean, entrepreneur à Rivière-des-Anguilles, a perdu 20 000 euros en liquide.

Abdallah : l'homme de Dubaï

Dans ce montage bien huilé, Abdallah apparaît comme le maillon final du réseau. C'est à lui qu'est censé être remis l'argent une fois arrivé à destination. Plusieurs victimes confirment que ce nom leur a été donné comme « le livreur », celui qui réceptionne les fonds sur place pour les transformer en biens ou en virements locaux.

« Ramos m'a montré une photo d'Abdallah. Il disait que c'était son cousin là-bas, un homme de confiance, bien installé à Dubaï. Aujourd'hui je me rends compte que c'était une mise en scène. » Rajesh, un entrepreneur dans

le négoce de pièces détachées, a perdu plus de 100 000 euros dans cette arnaque.

Modus operandi :

simple, rapide, invisible

Le stratagème est presque toujours le même. Ramos, ou un complice, contacte la victime directement, souvent sur recommandation d'une connaissance ou via un cercle d'affaires. Il propose un transfert de fonds « hors radar » à un taux imbattable, sans formalité, ni taxe, ni paperasserie. Le lieu de rendez-vous est choisi avec soin : station-service, parking de supermarché ou plage isolée. L'argent est remis en liquide. En échange, un reçu ou une capture d'écran d'un prétendu virement à Dubaï est montré... par WhatsApp. Puis plus rien.

« Son téléphone ne répond plus. Son WhatsApp a été supprimé. Et il n'a jamais recontacté personne. Une vraie disparition organisée. » déplore Jean.

Le rôle central de Ramos

Le personnage de Ramos intrigue

particulièrement les enquêteurs. Selon plusieurs sources, il s'agirait d'un homme connu dans la région de



Chemin-Grenier, avec des connexions dans les secteurs du transport et de la finance parallèle. Certains parlent même de liens avec des bookmakers ou des importateurs. « Ramos, c'est la clé du réseau ici à Maurice. Il connaît tout le monde, parle bien, et inspire confiance. On ne soupçonne rien au premier abord. Mais derrière ce masque, c'est un vrai professionnel de l'arnaque », estime un ancien proche du réseau.

La police mauricienne a ouvert plusieurs enquêtes. La brigade financière suit de près les activités suspectes liées aux transferts illégaux de fonds. Une équipe du Central CID travaille désormais en étroite collaboration avec la Financial Intelligence Unit (FIU) pour tracer les flux suspects. Des images de caméras de surveillance, des plaques d'immatriculation et des messages récupérés via des sauvegardes de téléphone ont déjà permis d'identifier plusieurs pistes. L'un des véhicules utilisés par Ramos a été repéré à plusieurs remises d'argent. Des perquisitions seraient en préparation.

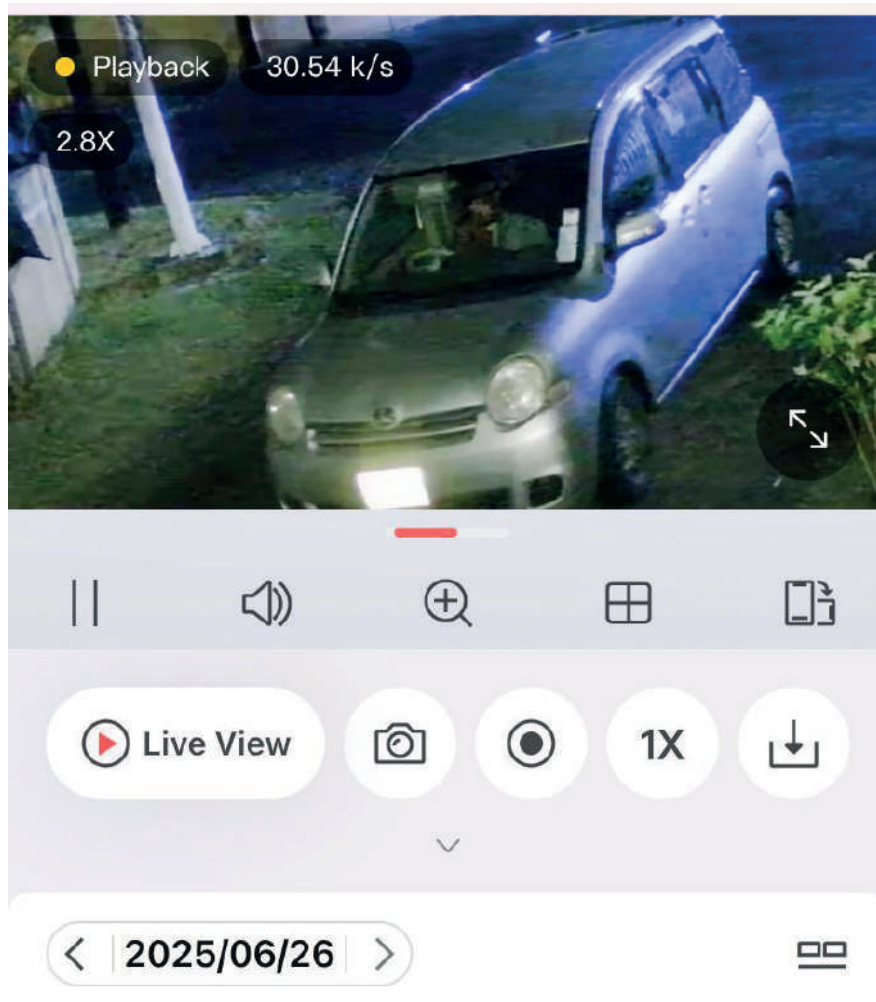
Victimes silencieuses, réseaux puissants

Pour l'instant, seuls quelques témoignages ont été recueillis. Mais les autorités estiment que plusieurs autres victimes n'osent pas parler, de peur du ridicule ou des répercussions fiscales. Car en utilisant une filière illégale, elles se placent elles-mêmes dans une zone grise.

« Je n'ai même pas porté plainte. J'ai honte. Je croyais être plus malin que les autres, en contournant les banques. Aujourd'hui, j'ai perdu mes économies. » Rajesh est amer.

Les enquêteurs n'écartent pas une dimension plus grave encore : celle du blanchiment d'argent. Le réseau Ramos-Abdallah pourrait ne pas se contenter d'escroquer les crédules. Il servirait aussi de canal pour transférer des fonds douteux, liés à la drogue ou aux jeux clandestins, vers des havres de paix financiers. Un haut gradé de la brigade anti-blanchiment confirme : « Il est possible que ce réseau soit utilisé pour légaliser des revenus illicites en les injectant dans des circuits commerciaux à Dubaï. »

Pendant ce temps, les victimes, elles, comptent leurs pertes. D'autres hésitent encore, surveillent leur téléphone, espérant un signe, un remboursement. Mais ni Ramos ni Abdallah ne donnent plus signe de vie. La seule certitude : derrière ces noms se cache un réseau dangereux, habile, et bien ancré.



DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Chantage au « sextape » : un douanier piégé, ruiné et traumatisé

Il n'en dort plus. Depuis qu'il est tombé dans le piège d'un maître chanteur en ligne, un douanier de 40 ans, affecté à la Mauritius Revenue Authority (MRA), vit dans la peur, la honte... et le silence. Ce n'est que le vendredi 4 juillet qu'il a enfin trouvé le courage de se rendre au poste de police en compagnie de son avocat pour porter plainte pour extorsion. Un soulagement après des semaines de pression psychologique et de menaces persistantes.



« To aster foto tifi miner twa, to kontan tifi miner. Atan to fami pou kone tou sa. »

Tout commence le 18 juin dernier, lorsqu'il reçoit un message via Facebook Messenger, en apparence anodin. L'expéditeur est un jeune homme de 22 ans, domicilié à Bonne Mère. Le douanier clique sur un lien qui le redirige vers un groupe Telegram où sont diffusées plusieurs vidéos à caractère sexuel, mettant en scène ce qui semble être des mineures. Le piège est tendu.

Dès le lendemain, il reçoit une capture d'écran de sa propre photo, extraite de son profil Facebook, accompagnée de ce message glaçant : « To aste foto tifi miner twa, to kontan tifi miner. Atan to fami pou kone tou sa. » Pris au piège, paniqué à l'idée de voir son nom éclaboussé publiquement, il entre dans le jeu de son maître chanteur. Sous les menaces de divulgation, de passage à tabac et d'humiliation publique, il verse

plusieurs montants, pour un total de Rs 150 000. Des paiements effectués à la fois par transferts bancaires et en espèces.

Mais l'engrenage de la peur ne s'arrête pas là. Le présumé maître chanteur, identifié comme un certain Ayush, l'aurait même menacé de venir le frapper chez lui et de publier des photos et messages compromettants sur les réseaux sociaux. Épuisé psychologiquement et financièrement, le douanier craque et choisit enfin de parler.

Ce que dit la loi : une arme à double tranchant

Selon le Criminal Code (Supplementary Act) de Maurice, l'extorsion est un crime grave, passible de 10 à 20 ans de prison, surtout lorsqu'il s'accompagne

de menaces et d'une utilisation malveillante de données personnelles ou d'images privées. Par ailleurs, l'article 46 de l'Information and Communication Technologies Act (ICTA) sanctionne sévèrement la diffusion non autorisée de contenus à caractère sexuel, et plus encore lorsque des mineurs sont impliqués. La possession, la diffusion ou la consultation de contenus pédopornographiques constituent des infractions pénales.

Une spirale dangereuse et silencieuse

Dans ce cas précis, la justice devra aussi déterminer si la victime a été manipulée à son insu, ou s'il y a eu une tentative de fabrication de preuves dans le but de nuire à sa réputation et d'obtenir de l'argent.

Cette affaire soulève des questions cruciales sur la vulnérabilité psychologique des victimes de cybercriminalité à Maurice. Piégées, isolées et paralysées par la peur du scandale, nombreuses sont celles qui se taisent. Les autorités rappellent que les victimes ne doivent pas se laisser intimider : « Il faut signaler rapidement ces faits à l'ICT Unit ou à la Cybercrime Unit de la police. Plus on attend, plus les criminels prennent de l'assurance », confie un officier du CCID.

Pour le douanier de l'Est, le combat ne fait que commencer. Il devra se reconstruire, regagner confiance en lui, et espérer que justice soit rendue. Son témoignage pourrait toutefois servir d'alerte : dans un monde numérique sans filtre, chacun peut être victime... mais il n'est jamais trop tard pour parler.

Scandale des décès sous dialyse : le ministère de la Santé à la barre

Le dossier sensible des décès de patients dialysés survenus durant la première vague de la pandémie de Covid-19 à Maurice refait surface sur le devant de la scène judiciaire. Un haut responsable du ministère de la Santé sera appelé à témoigner à la barre le 15 juillet 2025, dans le cadre de l'enquête judiciaire visant à faire la lumière sur les circonstances entourant ces morts tragiques. Cette affaire, qui avait provoqué une vive émotion dans le pays, remonte

à 2020, lorsque plusieurs patients sous dialyse sont décédés après avoir été transférés d'urgence au centre de traitement de la Covid-19 à Souillac. À l'époque, les familles des victimes et plusieurs organisations de la société civile avaient dénoncé un manque de coordination, des décisions médicales précipitées et des conditions d'isolement inadéquates pour ces patients vulnérables.

L'enquête judiciaire, initiée à la

demande des proches des défunts et de la plateforme « Justice pour les Dialysés », vise à établir s'il y a eu négligence, mauvaise gestion ou manquement aux protocoles sanitaires dans le traitement de ces patients. Le témoignage attendu d'un officiel clé du ministère pourrait apporter des éléments déterminants sur les décisions prises à l'époque, les chaînes de responsabilité et les directives internes appliquées en urgence.

Plusieurs familles réclament toujours des excuses officielles et des réparations. Ce nouveau développement relance un débat plus large sur la gestion de la crise sanitaire par les autorités mauriciennes, en particulier envers les groupes à risque. À mesure que l'audience approche, les regards se tournent vers le judiciaire, dans l'espoir d'obtenir enfin la vérité, et peut-être, une forme de justice.

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Zaid Ameer : « Nous ne sommes pas opposés aux réformes. Mais elles doivent être équilibrées et justes »

Dans son Budget 2025-2026, le gouvernement a introduit une série de mesures fiscales visant à freiner la croissance du parc automobile à Maurice. Entre hausses des droits d'accise, augmentation des frais d'enregistrement, et retour de la taxe sur les véhicules électriques, le secteur automobile est en pleine turbulence. Pour le ministre du Transport, Osman Mahomed, ces mesures sont "correctives". Zaid Ameer, président de l'Imported Vehicle Dealers Association, réagit sans détour et appelle à plus de dialogue et de cohérence.

■ Zaid Ameer, comment votre association a-t-elle accueilli les mesures fiscales annoncées dans le Budget ?

Nous comprenons qu'il faut des réformes. Mais dans notre secteur, ces nouvelles mesures tombent comme un couperet. L'augmentation des droits d'accise et des frais d'enregistrement vient se greffer sur un contexte déjà difficile : celui d'une hausse continue des coûts de fret. Cela accroît considérablement la pression sur les importateurs, mais surtout sur les consommateurs.

■ Vous évoquez un impact direct sur le marché des véhicules reconditionnés...

Oui, c'est un segment essentiel à Maurice, car il permet aux familles d'acquérir une voiture fiable à moindre coût. Depuis janvier, près de 7 000 véhicules reconditionnés ont été vendus. Mais aujourd'hui, avec ces nouvelles taxes, le coût moyen d'un véhicule pourrait grimper de plusieurs milliers de roupies. Cela va freiner la demande, et certains ménages n'auront tout simplement plus les moyens de s'équiper.

■ Et cela frappe particulièrement la classe moyenne ?

C'est elle qui est la plus exposée. Elle subit déjà le coût de la vie, les remboursements de prêts, les frais de scolarité, l'inflation... Acheter une voiture devient de plus en plus difficile. Ce qui était un projet

raisonnable devient un luxe hors de portée. Nombreux sont ceux qui vont devoir renoncer ou attendre des jours meilleurs.

« Depuis le 1er juillet, c'est le calme plat dans nos showrooms »

■ Avez-vous observé une réaction immédiate du marché suite à l'annonce du budget ?

Absolument. Il y a eu une véritable ruée dans les jours qui ont suivi. Les gens voulaient acheter avant le 30 juin, pour éviter les hausses. Mais depuis le 1er juillet, c'est le calme plat. Les showrooms sont vides. Les clients attendent, veulent comprendre l'impact réel sur leur portefeuille. C'est le signe que la pression financière est bien là, et qu'une certaine inquiétude s'est installée.

■ On parle d'un effet de panique en juin. C'est ce que vous avez vécu ?

Oui, clairement. On a vu les gens se précipiter, comme cela arrive souvent à Maurice en période d'incertitude. Il y avait la peur de voir les prix exploser. Cela reflète un manque de communication claire sur les conséquences concrètes des nouvelles taxes. L'information est essentielle pour éviter ces mouvements brusques.



■ Le gouvernement insiste : il ne s'agit pas de sanctions, mais d'ajustements nécessaires. Que répondez-vous ?

Les ajustements peuvent être légitimes. Mais pour qu'ils soient acceptés, il faut de la concertation, de la pédagogie. On ne peut pas réparer des erreurs passées ou compenser des dépenses excessives uniquement en augmentant les taxes. Le public attend de la transparence, de la cohérence, et une meilleure



répartition de l'effort.

■ Pensez-vous que ces mesures soient guidées par des enjeux fiscaux, écologiques ou économiques ?

Il y a sans doute un peu des trois, mais l'approche actuelle semble principalement fiscale. On pénalise plus qu'on n'accompagne. Il aurait fallu intégrer des incitations pour encourager une vraie transition vers une mobilité durable, notamment avec les véhicules hybrides ou électriques. Justement, la taxation des véhicules électriques a surpris...

C'est un signal négatif. Maurice s'était engagé sur la voie de la mobilité verte, notamment lors de la COP21.

« Les véhicules électriques auraient dû être soutenus, pas taxés »

Réintroduire des taxes sur les véhicules électriques, c'est un recul. Ces véhicules auraient dû continuer à bénéficier d'un soutien, mais à condition d'un cadre structuré : obligation d'installer des panneaux solaires, par exemple. Cela aurait eu plus de sens pour une transition cohérente avec notre réalité énergétique.

■ Que proposez-vous comme alternatives pour réguler la

« Le véhicule est un outil de travail, pas un luxe »

croissance du parc automobile ?

Il faut agir sur plusieurs fronts. Moderniser notre transport public est essentiel, mais cela prendra du temps. En parallèle, il faut garantir un accès équitable à la mobilité, surtout dans les zones rurales ou pour les employés du secteur BPO. Pour beaucoup, la voiture n'est pas un luxe, c'est un outil de travail.

■ Souhaitez-vous que certaines mesures soient révisées ?

Oui. Nous avons proposé de maintenir l'exonération sur les véhicules hybrides. Nous demandons aussi d'élargir l'âge maximum d'importation des camions de 6 à 8 ans, et celui des vans de 4 à 5 ans. Ces ajustements seraient raisonnables et permettraient au secteur de respirer, tout en répondant aux besoins réels du marché.

■ Votre message final ?

Nous ne sommes pas opposés aux réformes. Mais elles doivent être équilibrées, consultées et justes. Et surtout, il ne faut pas sacrifier l'accès à une mobilité abordable pour des milliers de Mauriciens. Il est encore temps de dialoguer, d'écouter les professionnels du secteur, et d'éviter les conséquences sociales d'une réforme trop brutale.

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Maurice-Sharjah : une alliance Sud-Sud pour réinventer les routes du commerce

Dans un monde en pleine recomposition géopolitique, l'île Maurice et l'Émirat de Sharjah s'imposent comme les architectes d'un nouveau corridor économique entre le Golfe et l'Afrique. La récente visite du Dr Abdallah Sultan Al Owais, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Sharjah (SCCI), a marqué un tournant stratégique dans cette ambition commune. Accompagné d'une délégation de haut niveau, il a pris part à une série de rencontres au siège de l'Economic Development Board (EDB) du 30 juin au 3 juillet.

Cette visite s'inscrit dans la dynamique lancée par l'entrée en vigueur, le 1er avril 2025, du Comprehensive Economic Partnership Agreement (CEPA) entre Maurice et les Émirats arabes unis – une première du genre pour un pays africain. Pour Mahen Kundasamy, CEO de l'EDB, cet accord propulse Maurice en tant que « *hub stratégique et juridiquement fiable vers*



l'Afrique », offrant aux investisseurs émiratis un point d'entrée sécurisé vers le continent.

Déjà fort d'un flux d'investissement cumulé de 19,5 milliards USD en provenance des Émirats, Maurice attire désormais de nouveaux capitaux orientés vers des secteurs innovants et

durables : finance verte, économie bleue, cybersécurité, intelligence artificielle, mais aussi industrie légère, tourisme intégré et formation professionnelle. Le Dr Al Owais a insisté sur la volonté de Sharjah de s'impliquer dans ces domaines, soulignant notamment l'expansion stratégique de son aéroport

international comme levier logistique majeur vers l'océan Indien et l'Afrique.

Pour Kevin Ramkaloan, CEO de Business Mauritius, il ne s'agit plus seulement de signer des accords commerciaux : « *Il faut désormais bâtir des alliances industrielles et technologiques. C'est un partenariat d'égal à égal, entre deux économies complémentaires et tournées vers l'avenir.* »

Cette coopération s'inscrit aussi dans un contexte plus large de basculement Sud-Sud, où la diversification des partenariats devient essentielle. Avec Sharjah, Maurice trace une voie nouvelle, entre innovation, mobilité et co-développement, en rupture avec les schémas Nord-Sud traditionnels.

Les prochaines étapes incluent des missions économiques croisées, le lancement de projets pilotes dans la logistique et l'éducation, et une feuille de route concrète pour faciliter les flux de capitaux et de talents.

PME :

le seuil d'enregistrement fiscal abaissé à Rs 3 millions, 6 900 entreprises concernées

Dans une volonté affirmée de renforcer le tissu entrepreneurial local, le gouvernement a décidé, à travers le Budget 2025-2026, d'abaisser le seuil taxable du chiffre d'affaires annuel des Petites et Moyennes Entreprises (PME), le faisant passer de Rs 6 millions à Rs 3 millions. Cette mesure, annoncée lors de la Private Notice Question (PNQ) du vendredi 4 juillet 2025 à l'Assemblée nationale, devrait concerner quelque 6 900 entreprises à travers le pays.

Le ministre des PME, Adil Ameer Meea, a expliqué que ce rabaissement permettra à un plus grand nombre d'entrepreneurs d'entrer dans le circuit formel en s'enregistrant auprès de la Mauritius Revenue Authority (MRA) et de SME Mauritius. « *C'est un tournant important pour la formalisation des activités économiques de petite taille. Ces entreprises auront désormais accès à des avantages concrets et structurants* », a-t-il affirmé.

Parmi les incitations mises en avant, le ministre a cité le remboursement de la TVA sur le capital investi ainsi que sur les matières premières. Cela devrait permettre à ces structures d'alléger leurs charges d'exploitation et d'investir davantage dans la croissance et la création d'emplois.

Adil Ameer Meea a également indiqué que cette mesure budgétaire devrait générer des revenus supplémentaires à hauteur de Rs 1,9 milliard par an pour l'État, tout en élargissant la base fiscale. Il a défendu cette initiative comme étant « *une décision nécessaire pour redresser la situation économique du pays, encourager la transparence et stimuler l'innovation* ». Ce tournant fiscal s'inscrit dans une stratégie plus large de soutien aux PME, considérées comme un pilier fondamental de l'économie mauricienne.



Parc automobile : le gouvernement freine la course folle des immatriculations

Près de 200 nouveaux véhicules par jour : c'est le rythme jugé « *insoutenable* » par le ministre du Transport, Osman Mahomed, qui a vigoureusement défendu, cette semaine à l'Assemblée nationale, les hausses de taxes introduites dans le Budget 2025-2026. Face à l'opposition qui dénonce des mesures brutales et non concertées, le ministre plaide pour des « *corrections nécessaires* » à une dynamique devenue incontrôlable.

En effet, 22 893 nouvelles immatriculations ont été enregistrées entre janvier et fin juin 2025, portant le parc automobile national à 733 498 véhicules, contre 465 052 il y a dix ans – soit une envolée de 58 %, malgré le déploiement du Metro Express. « *Au lieu d'un basculement vers les transports en commun, on assiste à une ruée vers la voiture individuelle* », a regretté le ministre.

Cette croissance a des impacts multiples : pression sur les infrastructures, pollution accrue, embouteillages chroniques et facture d'importation de véhicules dépassant les Rs 20 milliards en 2025, alourdissant la balance des paiements. Pour y

répondre, le gouvernement prévoit de récolter Rs 2,5 milliards en droits d'accise et de douane, Rs 620 millions en vignettes, et Rs 100 millions en droits d'enregistrement.

La réintroduction d'une taxe sur les véhicules électriques a aussi suscité la controverse. Mahomed explique que le réseau électrique national, dépendant de plus en plus du charbon, ne permet plus de considérer ces véhicules comme « *verts* » dans le contexte actuel.

L'opposition, par la voix de Joe Lesjongard, dénonce un manque de consultation avec les acteurs concernés, en particulier les petits entrepreneurs, agriculteurs et loueurs. Elle pointe également un effet de panique : 7 304 véhicules ont été vendus en juin, record attribué à l'annonce des nouvelles taxes.

Mais pour le ministre, cette réforme est assumée : « *Nous avons préféré la transparence à la facilité populiste.* » Des ajustements restent possibles, mais l'objectif est clair : freiner une croissance devenue ingérable.

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Sous la couette de l'hiver : la fièvre du commerce dans les foires et magasins

Il est 10 heures à la foire de Quatre-Bornes, et malgré la bruine tenace et le froid qui engourdit les doigts, les marchands sont à pied d'œuvre. Ici, pas de trêve hivernale : le commerce continue, adaptant son souffle aux caprices du climat. Entre les couettes molletonnées, les chauffages d'appoint, les imperméables multicolores et les parapluies à motifs, l'hiver devient une opportunité commerciale. Mais derrière cette effervescence apparente, la réalité est plus contrastée. Reportage dans les coulisses d'un business saisonnier pas toujours facile à réchauffer.

Ventes en hausse : la saison des couvertures et des chaufferettes

« C'est notre période ! » s'enthousiasme Imran, vendeur de textiles à la foire de Vacoas. « En été, on vend surtout des draps et des rideaux. Mais dès que l'hiver arrive, les gens se ruent sur les couettes épaisses, les pyjamas en pilou et les couvertures électriques. » Sur son étalage, les couleurs chaudes dominent : rouges profonds, gris anthracite, bleus nuit. Et les prix ? Ils s'adaptent à la bourse du client, affirme-t-il : « Je peux proposer une couverture basique à Rs 600, mais j'ai aussi des modèles haut de gamme à plus de Rs 2 000. »

Même son de cloche chez Rajini, qui tient une boutique de petit électroménager dans la ville des fleurs : « Les radiateurs portables se vendent comme des petits pains, surtout dans les régions plus fraîches comme Curepipe ou Floréal. » Depuis le début du mois de juin, elle dit avoir vendu plus de 150 unités. Un record. « Les clients me disent qu'ils n'en peuvent plus du froid glacial du matin. Ils veulent juste un peu de confort au réveil. »

Parapluies et imperméables : les nouveaux indispensables

En parallèle, les vendeurs de rue s'adaptent. À Curepipe, une ribambelle de parapluies s'élève dans le ciel gris. « La pluie est un business ! » lâche dans un sourire Ravi, vendeur ambulant. Il en vend entre 20 et 30 par jour. « Certains veulent juste un modèle à Rs 100, d'autres



cherchent des trucs plus solides, pour Rs 350 à Rs 400. »

Les imperméables, eux, se glissent partout : dans les boutiques chinoises, sur les stands des foires, et même dans les grands supermarchés. Pour les écoliers, les ponchos colorés sont très demandés. « On a même des imperméables licornes, Spiderman, et même des modèles avec capuche en forme d'oreilles ! » confie Sheila, gérante d'un petit magasin.



Des foires qui résistent... tant bien que mal

Mais l'hiver ne fait pas que des heureux. À la foire de Mahébourg, Kessen, vendeur de chaussures, grimace : « Quand il pleut trop, les clients ne viennent pas. Et avec le froid, les gens ne traînent plus comme avant. Ils achètent vite et rentrent chez eux. On perd le plaisir de la vente. » Dans les grandes surfaces, le

laine, bottes imperméables. « On n'est pas dans les Alpes, mais les Mauriciens ont changé : ils veulent du confort, même pour trois mois de fraîcheur. »

Familles, personnes âgées et travailleurs : des besoins différents

Dans les régions les plus froides, comme sur le plateau central, les besoins sont encore plus spécifiques. À Curepipe, Martine, retraitée de 72 ans, ne jure plus que par sa couverture électrique. « Avec mon arthrite, c'est une bénédiction. J'en ai offert une à ma sœur aussi. » Elle a profité d'une promotion chez Courts Mammouth. Les parents, eux, investissent dans le confort de leurs enfants. « On a acheté des pyjamas fourrés, des chaussons en peluche, et un petit radiateur soufflant pour la chambre », dit Kevin, père de deux garçons à Quatre-Bornes. « C'est un budget, mais



c'est essentiel. »

Hiver frileux, business frémissant

Reste que tous les secteurs ne profitent pas de l'hiver. Les commerces liés au tourisme ou à la plage tournent au ralenti. Certains magasins ferment plus tôt, faute d'affluence. Et les marchands ambulants doivent se battre contre les intempéries. Mais pour d'autres, cette saison fraîche est devenue un moment-clé. « Le froid, c'est un marché », résume Prakash, vendeur de matelas et literie. « Il faut savoir en tirer profit. »

L'hiver mauricien n'est pas rude, mais il redessine les priorités et les habitudes d'achat. Entre les foires qui résistent au froid, les magasins qui misent sur le confort, et les vendeurs ambulants qui dansent sous la pluie, c'est tout un écosystème qui s'adapte, survit, et parfois prospère. Dans les allées des foires comme dans les vitrines brillantes des grandes surfaces, une chose est sûre : le commerce mauricien ne connaît pas hibernation.

rayon « spécial hiver » est mis en avant dès la mi-mai. Chez Super U, Intermart ou Dreamprice, les promotions sur les couettes, les plaids et les chauffe-lits se succèdent. « On suit les tendances météo de près », explique Kevin, chef de rayon à Jumbo Phoenix. « Dès qu'une vague de froid est annoncée, on ajuste les stocks, on booste les campagnes sur les réseaux sociaux. »

Les vêtements chauds aussi se vendent bien : bonnets, gants, chaussettes en

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Litiges fiscaux: un système à rééquilibrer pour mieux servir tous les contribuables

Le système de gestion des litiges fiscaux à Maurice est souvent perçu comme complexe, coûteux et déséquilibré. Si certains acteurs économiques puissants parviennent à tirer leur épingle du jeu, de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) témoignent de leurs difficultés face à l'administration fiscale. Il ne s'agit pas de pointer du doigt, mais d'ouvrir un débat utile sur la nécessité de réformes pour plus d'équité, de transparence et d'efficacité.

Des évaluations fiscales parfois contestées

Tout commence généralement par une évaluation émise par la Mauritius Revenue Authority (MRA), à la suite d'un audit ou d'une vérification. Certaines entreprises estiment que ces évaluations sont parfois basées sur des interprétations rigides ou sur des erreurs d'appréciation.

Par exemple, une entreprise textile aurait reçu une demande de régularisation de Rs 3,5 millions à la suite d'une erreur de classement de factures. Une autre dans le secteur de l'import-export s'est retrouvée face à une évaluation de Rs 8 millions liée à une divergence d'interprétation sur les prix de transfert. Même si la MRA a la responsabilité de faire respecter les règles fiscales, ces exemples soulignent le besoin d'un dialogue plus clair entre l'administration et les entreprises, notamment les plus petites, souvent démunies sur le plan technique.

Une contestation coûteuse pour les PME

Aujourd'hui, si une entreprise souhaite contester une évaluation, elle doit déposer une objection officielle dans un délai de 28 jours. Cela implique souvent des coûts importants, notamment parce qu'il faut payer entre 30 % et 50 % du montant contesté pour que l'objection soit recevable. Cette condition est considérée par certains comme une barrière à l'accès à la justice fiscale, en particulier pour les PME qui n'ont pas les mêmes moyens que les grandes entreprises. À cela s'ajoutent les frais d'experts ou de fiscalistes, estimés entre Rs 50 000 et



Rs 200 000, nécessaires pour préparer correctement les dossiers.

Des délais longs et un manque de clarté

Une fois l'objection soumise, les entreprises attendent souvent plusieurs mois — parfois plus d'un an — avant d'avoir une réponse. Ce délai crée de l'incertitude. Par ailleurs, dans la majorité des cas, l'objection est rejetée par un agent interne de la MRA, ce qui donne l'impression d'un système où l'arbitre est aussi juge et partie. Il serait peut-être utile de renforcer les mécanismes d'indépendance à ce stade, pour rassurer les contribuables sur l'équité du processus.

L'ARC : un recours sous conditions strictes

En cas de rejet, l'entreprise peut saisir l'Assessment Review Committee (ARC). Cette instance, en principe indépendante, impose cependant des conditions supplémentaires : paiement additionnel de 20 % à 30 % du montant contesté et représentation obligatoire par avocat. Les frais peuvent donc rapidement atteindre Rs 150 000 à Rs 300 000. Pour les grandes entreprises, cela fait partie du jeu. Pour les petites, c'est souvent un frein. Pourtant, sur les 127 cas entendus en 2023, seuls 12 ont été favorables aux contribuables — ce qui nourrit la méfiance.

La Cour suprême : une option mais rarement utilisée

La Cour suprême reste le dernier

recours. Mais avec des frais juridiques élevés (jusqu'à Rs 2 millions), une durée de traitement souvent longue (3 à 5 ans) et des procédures complexes, peu d'entreprises osent s'y aventurer. Les grandes sociétés disposent de moyens suffisants pour mobiliser les meilleurs avocats et experts, ce qui leur permet parfois de faire valoir leurs arguments avec succès. Les PME, elles, n'ont pas toujours ces ressources. Ce déséquilibre contribue au sentiment d'un « *deux poids, deux mesures* ».

Les risques à long terme : découragement et informalité

Le climat fiscal actuel, jugé parfois hostile par les entrepreneurs, peut avoir plusieurs conséquences :

- Démotivation des jeunes entrepreneurs à formaliser leur activité.
- Risque de fuite vers l'économie informelle pour éviter des litiges coûteux.
- Méfiance des investisseurs, surtout étrangers, qui attendent une transparence juridique stable.
- Tensions sociales, si le système est perçu comme favorisant certains au détriment d'autres.

Des réformes possibles et constructives

Le but n'est pas d'affaiblir la MRA, mais de renforcer la confiance entre l'administration et les contribuables. Voici quelques pistes de réforme, inspirées de bonnes pratiques internationales :

- Supprimer le paiement préalable pour les PME dans les cas litigieux inférieurs à un certain seuil (par exemple Rs 5 millions).
- Créer un service public de conseil et de défense fiscale, gratuit pour les PME, avec des fiscalistes indépendants.
- Mettre en place un mécanisme de médiation rapide et neutre, avec des décisions rendues en 60 jours maximum.
- Réformer l'ARC en assurant une réelle indépendance de ses membres.
- Encadrer le travail des inspecteurs sur des critères de qualité, et non uniquement de recouvrement.
- Prévoir une compensation automatique en cas d'évaluation annulée, pour éviter les excès.

Pour une fiscalité équilibrée et juste

La fiscalité est un pilier essentiel de toute économie. Mais elle doit être juste, prévisible et accessible. Aujourd'hui, de nombreuses PME à Maurice se sentent désavantagées face à un système perçu comme trop lourd, trop cher, et trop favorable aux grandes entreprises. Réformer le système fiscal ne signifie pas punir la MRA, mais lui redonner un rôle plus équilibré. Une relation apaisée et équitable entre l'administration et les entreprises est la clé pour relancer la confiance, soutenir l'investissement et créer une croissance saine. C'est dans l'intérêt de tous. Et c'est possible.

■ Dharmaraj Ippili Appiah

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Innovation et connectivité : MT mise sur l'intelligence et la vitesse

C'est un moment historique qu'a vécu Maurice, ce jeudi 3 juillet, au Swami Vivekananda International Conference Centre (SVICC). Mauritius Telecom (MT) est devenu le tout premier opérateur en Afrique à lancer la 5G Advance (5G-A), un pas de géant dans le domaine des télécommunications, et un symbole fort de l'ambition technologique de l'île. Cette annonce phare s'est déroulée dans le cadre du premier ALL my.t AI Business Forum, un événement entièrement consacré à l'intelligence artificielle (IA) et à la transformation digitale.

Une avancée technologique majeure

La 5G Advance, aussi appelée 5G-A, marque une nouvelle génération dans l'évolution des réseaux mobiles. Elle offre des vitesses pouvant atteindre 10 Gbps, une latence réduite à quelques millisecondes, et une capacité réseau multipliée. Concrètement, cela ouvre la voie à des usages futuristes comme la réalité augmentée et virtuelle, l'IA en temps réel, ou encore le pilotage d'objets connectés à très grande échelle (IoT - Internet of Things).

Lors d'une démonstration en direct pendant le forum, les invités - décideurs publics, chefs d'entreprise, développeurs et start-ups - ont pu mesurer la puissance et la fluidité de cette nouvelle technologie, actuellement en phase de test sur certaines zones de l'île. Ce lancement positionne Maurice comme une pionnière en Afrique, bien en avance sur la majorité des marchés du continent.

L'IA au cœur de la stratégie de Mauritius Telecom

Dans son discours d'ouverture, Veemal Gungadin, CEO de Mauritius Telecom,



a souligné le rôle central que joue désormais l'intelligence artificielle dans la stratégie du groupe : « *Notre ambition est claire : utiliser l'IA pour mieux comprendre nos clients, anticiper leurs besoins, et leur offrir des services toujours plus personnalisés, efficaces et accessibles.* »

Cette approche repose sur l'exploitation responsable des données, la puissance du cloud computing, et une volonté affirmée d'ancrer l'innovation dans le contexte local. Le PDG a également rappelé que la transformation digitale de MT ne concerne pas que la connectivité, mais touche également les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité et de l'administration.

Un alignement avec la Vision 2030 du gouvernement

Présent à l'événement, le ministre de la

Technologie, de la Communication et de l'Innovation, Dr Avinash Ramtohul, a salué l'audace de Mauritius Telecom tout en rappelant la place stratégique de l'IA dans la Vision 2030 du gouvernement mauricien : « *Notre objectif est d'exploiter pleinement le potentiel de l'intelligence artificielle pour améliorer la qualité de vie des citoyens, renforcer les services publics et soutenir une croissance économique inclusive.* » Le ministre a également insisté sur la nécessité de promouvoir une IA éthique, responsable, et centrée sur l'humain. « *L'IA ne doit pas être perçue comme une simple avancée technique, mais comme un outil au service du bien-être des Mauriciens.* »

Lancement de mytGPT : l'IA mauricienne au service des entreprises. Autre moment marquant de la journée : le dévoilement de mytGPT, un assistant intelligent conçu spécifiquement pour les entreprises mauriciennes. Hébergé localement, cet outil de traitement du langage naturel permet d'accompagner les entreprises dans leurs interactions avec les clients, la gestion documentaire, ou encore l'automatisation de tâches simples. mytGPT garantit la souveraineté des données, une sécurité accrue, et s'intègre dans une stratégie plus large de développement de services IA dans les secteurs éducatif, administratif et commercial. C'est un pas de plus vers l'indépendance technologique locale.

Du nouveau côté divertissement

L'innovation chez Mauritius Telecom ne s'arrête pas à la connectivité et à l'intelligence artificielle. La plateforme MyT s'enrichit de deux nouvelles chaînes sportives exclusives : Liverpool

TV et Real Madrid TV. Les passionnés de football peuvent désormais suivre l'actualité de leurs clubs favoris 24h/24 : entraînements, matchs, interviews et coulisses. Une offre qui vient diversifier les contenus et renforcer l'attractivité du bouquet MyT. À travers ces différentes annonces, Mauritius Telecom affirme son rôle de moteur de l'innovation numérique à Maurice. En devenant le premier pays d'Afrique à adopter la 5G Advance, l'île fait un bond en avant vers un modèle d'économie digitale tournée vers l'avenir.

L'événement a également démontré la pertinence d'organiser des forums rassemblant secteurs publics et privés, dans un esprit de co-construction et de vision partagée. Les entreprises présentes ont pu échanger sur les défis technologiques, les questions de cybersécurité, les opportunités d'intégration de l'IA dans leurs activités, et les modèles économiques à inventer.

Une ambition claire pour les années à venir

L'édition inaugurale du ALL my.t AI Business Forum aura marqué les esprits. Elle a symbolisé la convergence entre trois forces : connectivité avancée, intelligence artificielle et innovation locale. Pour Mauritius Telecom, c'est un engagement ferme à accompagner la digitalisation du pays, avec des solutions concrètes, inclusives, et tournées vers l'avenir. Avec la 5G Advance, mytGPT, et une offre multimédia élargie, l'entreprise se positionne non plus seulement comme un opérateur télécom, mais comme un acteur global de la transformation numérique. Et dans son sillage, c'est toute l'économie mauricienne qui pourrait bien accélérer vers la modernité.

Kaizen en action : Maurice exporte son expertise à Madagascar avec le soutien du Japon

Le Cabinet a pris note de la signature d'un Memorandum of Understanding entre le National Productivity and Competitiveness Council (NPCC) de Maurice et le Japan Productivity Center (JPC), dans le cadre de l'African Kaizen Initiative. Cette alliance stratégique vise à renforcer la coopération régionale en matière de productivité et à promouvoir l'approche Kaizen dans les pays voisins, à commencer par Madagascar.

Ce partenariat s'inscrit dans un projet ambitieux initié par le NPCC en janvier 2025, visant à accompagner les entreprises malgaches dans les secteurs de l'agro-transformation et du tourisme. L'objectif est de transférer l'expertise mauricienne en gestion Lean et en amélioration continue, en s'appuyant sur la philosophie japonaise du Kaizen. Le projet débutera par un webinaire de

sensibilisation destiné à faire découvrir les principes fondamentaux du Kaizen au public malgache. Il sera suivi d'un appel à manifestation d'intérêt pour identifier les entreprises prêtes à s'engager dans cette démarche d'optimisation.

Les entreprises sélectionnées bénéficieront ensuite d'une formation ciblée sur les outils de gestion Lean, adaptée à leurs réalités opérationnelles. Un diagnostic individuel permettra d'évaluer leur niveau de préparation à la mise en œuvre du Kaizen. L'accompagnement des entreprises se fera virtuellement sur une période de deux mois, avec un suivi technique assuré conjointement par les équipes du NPCC et du Japan Productivity Center. En fin de programme, un atelier de restitution sera organisé afin de partager les résultats obtenus, les

bonnes pratiques identifiées et les perspectives de pérennisation.

Cette initiative marque une avancée significative dans la volonté de Maurice de jouer un rôle moteur dans le développement économique régional. En collaborant avec le Japon, Maurice renforce sa position en tant que plateforme d'excellence en productivité et en transformation organisationnelle sur le continent africain.

Le projet à Madagascar incarne également la vision d'une coopération Sud-Sud active, basée sur le transfert de savoir-faire, la montée en compétences et la modernisation des pratiques managériales. En diffusant les principes du Kaizen au-delà de ses frontières, Maurice s'affirme comme un acteur clé de l'innovation économique en Afrique.

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Suicides chez les jeunes à Maurice

"Il ne nous a rien dit..." : Quand les silences tuent

Il ne se passe pas une semaine sans que la police ne rapporte deux, voire trois cas de suicide. De plus en plus souvent, ce sont des jeunes qui décident de mettre fin à leurs jours, laissant derrière eux des familles effondrées, des amis sans voix, et un pays qui peine à comprendre ce qui ne va pas. Qu'est-ce qui pousse un adolescent à vouloir quitter ce monde avant même d'avoir commencé sa vie ? Est-ce que nous écoutons assez ? Voyons-nous les signes ? Ce dimanche, lumière sur un phénomène qui tue en silence.

Alerte rouge sur une génération sans repères

Jeudi dernier dans le nord, le quotidien d'une famille s'est brisé à jamais. Leur fils unique, 19 ans, collégien en Upper Six dans une institution réputée des Hautes Plaines Wilhems, a été retrouvé pendu dans le garage familial, à l'aide d'un sarea emprunté à sa grand-mère. « Jamais il n'a donné des signes qui pouvaient laisser présager qu'il allait commettre l'irréparable... », confie un voisin, encore sous le choc.

Tout aurait basculé après une simple dispute avec son meilleur ami, selon l'oncle de la victime. « Zot in discuter ek dans discussion zotte portable in caser... So papa in dire li arrete frequente so camarade. Lundi matin, li prend so mange, li monte dan chambre... Après, li in descend, prend sarre, li ale dan garage... » L'histoire paraît presque banale. Sauf qu'elle se termine dans une

tragédie.

Un adolescent aimé, joyeux, promis à un avenir brillant

Ils sont nombreux à témoigner du caractère solaire du jeune homme. Gentil, serviable, toujours souriant, actif dans sa communauté. « Il avait plusieurs cordes à son arc », glisse un voisin. Son entourage, ses amis, ses enseignants, tous décrivent un adolescent équilibré. « C'était un adolescent heureux, il ne paraissait pas dépressif. Il a eu un geste d'impulsivité contre lui-même, qu'il aurait sûrement regretté quelques minutes après », soupire un enseignant. C'est ce qui rend ce genre de drame encore plus dur à comprendre. Quand les signes ne sont pas visibles, ou trop bien dissimulés. Quand le mal-être se terre sous les sourires.

Le suicide : deuxième cause de décès chez les jeunes à Maurice

Après les accidents de la route, le suicide est aujourd'hui la deuxième cause de mortalité chez les jeunes à Maurice. Un chiffre qui fait froid dans le dos. Pour le psychologue Dr Arnaud Quenette, la solitude, le désespoir et l'absence de support sont les trois piliers les plus souvent présents dans les cas de suicide chez les adolescents.

« On assiste à un effritement des valeurs humaines, à la démission de certains

Des lignes d'écoute pour briser l'isolement

Maurice dispose aujourd'hui de deux lignes d'aide gratuites, confidentielles, accessibles à tous :

Befrienders Mauritius

Disponible tous les jours de 9h à 21h
Numéro : 800-9393

Life Plus (Suicide Prevention Unit – Ministère de la Sécurité sociale)

**Befrienders
Worldwide**

volunteer action to prevent suicide

Opère 24h/24

Hotline : 188

Par mail : lifeplus@mail.gov.mu

Chat en ligne : gov.mu/portal/sites/suicideprevention

Ces plateformes ne sont pas des miracles, mais elles sont des mains tendues dans l'obscurité. Elles peuvent sauver des vies.

adultes et éducateurs. Chacun fait son petit truc et pense que l'enfant va suivre. Mais on oublie que la cellule familiale est le seul endroit où l'enfant peut avoir un véritable support, » martèle-t-il.

Le psychologue tire la sonnette d'alarme : « La suicidologie démontre qu'une personne commence à penser au suicide quand elle se retrouve seule, désespérée, sans aucun soutien. Et cela arrive plus souvent qu'on ne le croit. On pense à tort que nos enfants ont des amis pour parler. On leur donne de la tranquillité pour mieux étudier. Mais à force de vouloir leur donner la paix, on les laisse dans une solitude qui les étouffe. »

Beaucoup de jeunes vivent un mal-être silencieux. Ils se sentent incompris, parfois étouffés par les attentes scolaires, familiales ou sociales. Et lorsqu'aucune oreille n'est là pour écouter, les ténèbres prennent le dessus.

“Écoutez, regardez, parlez” : ces petits gestes qui sauvent

Le suicide n'est pas une fatalité. Il est souvent évitable. Mais encore faut-il repérer les signes. Certains sont subtils : un retrait social, des troubles du sommeil, une chute de motivation soudaine, une tristesse chronique. D'autres peuvent être plus explicites : phrases à double sens, messages

d'adieu, comportements à risque.

Parents, amis, enseignants, chacun a un rôle à jouer. « Parlez à vos enfants. Ne supposez jamais qu'ils vont bien. Créez cet espace de communication et d'écoute à la maison. Posez des questions. Offrez du temps. Même un simple “Comment tu vas aujourd'hui ?” peut faire la différence, » insiste le Dr Quenette.

Ce que nous devons changer

Il est temps que le suicide chez les jeunes ne soit plus un tabou. Il est temps d'écouter les silences. D'entendre ce que nos enfants ne disent pas. De leur offrir des repères dans une société qui en manque cruellement. L'école doit redevenir un lieu de vie, pas seulement d'examen. La maison, un cocon d'écoute, pas un tribunal. Car le drame dans le nord n'est pas un cas isolé. Il est le reflet d'un malaise profond, national, que nous ne pouvons plus ignorer.



Et surtout, rappelez-vous :

Quand quelqu'un vous parle, même entre les lignes... écoutez. Parce que parfois, c'est un appel à l'aide.

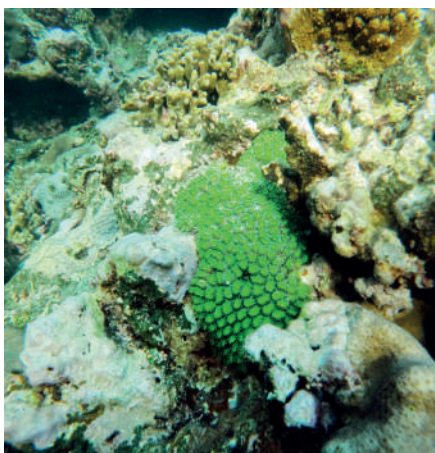
DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

« Il faut agir, et vite ! » : le cri d'alerte lancé par West Coast Boat pour sauver nos récifs coralliens

Ils sont les joyaux de notre lagon. Invisibles pour certains, essentiels pour tous. Les récifs coralliens, qui entourent Maurice comme une ceinture de vie, sont aujourd'hui menacés de disparition. Face à l'urgence, West Coast Boat, opérateur écotouristique engagé, lance un cri d'alarme : « *Il faut agir, et vite !* »

La beauté des récifs coralliens est incontestable. En plongeant dans le lagon, on y découvre un monde coloré, vibrant, peuplé d'une biodiversité exceptionnelle. Mais ce monde est en sursis. Selon les experts, près de 90 % des récifs coralliens dans le monde pourraient disparaître d'ici 2050, notamment à cause du changement climatique, de la pollution et de l'activité humaine incontrôlée.

Pour West Coast Boat, qui organise des excursions marines sur la côte ouest de Maurice, ce constat est quotidien. « *Nous avons vu les récifs changer. Certains sont blanchis, d'autres sont morts. Et cela s'accélère* », confie un des guides marins de l'équipe.



Le rôle invisible des coraux

Beaucoup ne le savent pas, mais les coraux ne sont pas que des décors sous-marins. Ils sont les piliers d'un équilibre naturel fragile. Ces structures calcaires, construites sur des milliers d'années par de minuscules animaux marins, remplissent des fonctions essentielles :

- Ils protègent les côtes contre l'érosion et les vagues puissantes, surtout lors des cyclones.
- Ils abritent un quart des espèces marines de la planète, tout en ne représentant que 0,1 % de la surface océanique.
- Ils soutiennent l'économie locale à travers la pêche, le tourisme, et l'artisanat.

Sans eux, ce sont nos côtes, notre



nourriture, notre économie et notre mode de vie qui seront en péril.

Les menaces s'accumulent

Le blanchissement des coraux est devenu le symbole de leur souffrance. Ce phénomène, causé par l'élévation de la température de l'eau, pousse les coraux à expulser les algues symbiotiques qui leur fournissent énergie et couleur. Ce stress thermique est souvent fatal.

Mais le réchauffement climatique n'est qu'une partie du problème. Les coraux sont aussi agressés par :

- La surpêche, qui détruit l'équilibre des espèces.
 - Le tourisme non durable, avec des ancres jetées sur les coraux, des piétinements, et des crèmes solaires toxiques.
 - La pollution plastique et chimique, qui asphyxie l'environnement marin.
 - Les espèces invasives, comme l'étoile de mer « *couronne d'épines* », qui dévore les coraux vivants.
 - Le développement côtier, qui détruit les zones de reproduction marines.
- « *Ce n'est pas un problème de demain, c'est un effondrement silencieux en train de se produire aujourd'hui* », insiste West Coast Boat.

Un appel à la responsabilité collective

Face à cette situation critique, West Coast Boat refuse de rester les bras croisés. Cette entreprise mauricienne,

fondée par des passionnés de la mer, s'est donnée une double mission : faire découvrir la beauté du lagon tout en éduquant à sa préservation.

À bord de chaque excursion, les clients sont sensibilisés : pas d'ancrage sauvage, pas de nourriture donnée aux poissons, pas de déchets à l'eau, explication du rôle des coraux, choix de crèmes solaires écologiques... Tout est fait pour que l'émerveillement s'accompagne d'un éveil. « *On ne peut pas faire comme si tout allait bien. Il faut que les Mauriciens, les touristes, les opérateurs économiques et les autorités*

protégées, où la pêche et les activités humaines sont strictement contrôlées.

- Former les opérateurs touristiques à des pratiques écologiques.
- Lancer des programmes de restauration des coraux, en transplantant des boutures sur des structures artificielles.
- Promouvoir un tourisme responsable, qui privilégie l'observation et le



respect plutôt que l'exploitation.

- Renforcer l'éducation à l'environnement dès l'école primaire.
- Lutter activement contre la pollution terrestre qui finit toujours en mer.

Par sa démarche, West Coast Boat ne cherche pas seulement à sauver son activité. Elle veut devenir la voix des récifs, qui n'ont pas de mots pour crier leur souffrance. Son appel est une invitation à la prise de conscience, à l'action individuelle et collective, et à une révolution dans notre manière de voir la mer. « *Il est encore temps. Mais le temps presse. Si chacun fait sa part, si nous décidons ensemble que la mer mérite d'être protégée, alors peut-être, oui, les coraux auront encore une chance.* »

prennent conscience de l'urgence. Il faut agir, et vite », déclare la direction de West Coast Boat dans un manifeste transmis à la presse.

Si les coraux disparaissent, ce ne sont pas seulement les poissons qui mourront. Les humains aussi paieront le prix fort. Des lagons vides, des plages rongées par l'érosion, des hôtels désertés, des pêcheurs sans prise, une hausse de la pauvreté côtière...

« *Les récifs, ce sont les remparts de notre île. Ce sont eux qui brisent la mer avant qu'elle ne nous brise. Sans eux, Maurice est nue face aux éléments* », alerte un biologiste marin local.

Des solutions concrètes

L'espoir n'est pas perdu. Des actions efficaces existent et peuvent être mises en œuvre immédiatement :

- Créer davantage de zones marines

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Forbes Travel Guide : Le Constance Prince Maurice hisse le luxe mauricien au sommet mondial



Le tourisme mauricien vient de franchir un nouveau cap dans son rayonnement international. Le Constance Prince Maurice, joyau emblématique du groupe Constance Hotels & Resorts, figure désormais dans le prestigieux palmarès du Forbes Travel Guide, référence mondiale de l'hôtellerie de luxe. Une consécration qui ne salue pas seulement l'excellence de cet établissement de légende, mais positionne également Maurice comme une destination incontournable du luxe authentique dans l'océan Indien.

Une reconnaissance parmi les meilleurs du monde

Dans l'édition 2025 du Forbes Travel Guide, trois établissements du groupe Constance se démarquent : le Constance Prince Maurice à Maurice, le Constance Halaveli aux Maldives et le Constance Lemuria aux Seychelles. Intégrer ce classement prestigieux, élaboré selon des standards extrêmement rigoureux, revient à faire partie de l'élite hôtelière mondiale. Chaque hôtel est évalué anonymement, selon quelque 900 critères objectifs qui scrutent tout, de la fluidité du service à l'attention portée aux moindres détails.

Ce sceau d'excellence vient donc confirmer ce que les voyageurs du monde entier savent déjà : séjourner au Prince Maurice, c'est vivre une expérience hors du commun, où l'art de recevoir à la mauricienne prend tout son sens.

Maurice, une étoile montante du tourisme de luxe

Longtemps perçue comme une destination de lune de miel ou de vacances balnéaires, Maurice se réinvente avec subtilité et audace pour devenir un acteur de référence dans le segment du tourisme haut de gamme. La reconnaissance du Forbes Travel Guide apporte une crédibilité supplémentaire à cette évolution. Elle

prouve que le luxe mauricien peut se mesurer aux plus grandes destinations mondiales, tout en conservant ce qui fait sa force : l'authenticité, la chaleur humaine, la richesse culturelle et la beauté naturelle du territoire.

Dans un monde où les voyageurs de luxe cherchent de moins en moins l'opulence ostentatoire et de plus en plus des expériences personnalisées, durables et humaines, l'approche du Prince Maurice trouve un écho fort. Le raffinement y est discret mais omniprésent, et chaque geste vise à créer un lien, une mémoire, un moment suspendu.

L'art du détail et du service personnalisé

Ce que récompense le Forbes Travel Guide, au-delà des infrastructures somptueuses et de l'environnement paradisiaque, c'est surtout la qualité du service. Un service incarné par des équipes passionnées, formées pour anticiper les besoins, comprendre les attentes et créer un luxe émotionnel.

« Au Prince Maurice, on ne parle pas seulement de clients, on parle d'hôtes. Chaque séjour est pensé comme une expérience unique, adaptée aux envies et au rythme de chacun », explique un membre de la direction. De l'accueil personnalisé aux attentions en chambre, des conseils discrets aux

instants partagés, tout est conçu pour faire naître un sentiment d'appartenance. Ici, le luxe n'est pas une vitrine : il est vécu, ressenti, transmis. Installé entre une lagune cristalline et une forêt luxuriante, le Constance Prince Maurice est un hommage à la nature mauricienne. Son architecture subtile, inspirée par les matériaux nobles et les traditions locales, épouse le paysage sans le dominer. Les suites sur pilotis, les villas avec piscine privée, le spa holistique, les jardins apaisants... tout concourt à créer un cocon de sérénité.

Mais là encore, c'est l'esprit du lieu qui fait la différence. L'atmosphère est celle d'un sanctuaire de calme, où le temps ralentit, où le raffinement ne cherche pas à impressionner mais à apaiser. Le Prince Maurice propose une parenthèse rare : celle d'un luxe qui soigne l'âme autant que le corps.

Une gastronomie d'exception aux saveurs locales

Autre pilier de cette expérience unique : la gastronomie. Le Constance Prince Maurice offre une cuisine raffinée, ancrée dans les produits du terroir mauricien et ouverte sur le monde. Chaque assiette est un voyage, chaque menu une invitation à découvrir des saveurs subtiles, à la croisée de plusieurs cultures. Les restaurants de

l'hôtel, dont certains installés sur l'eau, proposent des expériences culinaires qui participent pleinement au prestige de l'établissement.

Dans un contexte où les voyageurs de luxe valorisent de plus en plus la provenance, la traçabilité et l'authenticité des produits, cette approche locale et responsable résonne puissamment.

Un impact positif pour toute l'île

L'entrée du Constance Prince Maurice dans le cercle restreint des hôtels certifiés par le Forbes Travel Guide rejaillit sur tout le secteur touristique mauricien. Elle envoie un signal fort aux marchés internationaux : Maurice n'est pas seulement une carte postale tropicale, c'est une destination de luxe mûre, consciente, exigeante et innovante.

Cette reconnaissance intervient à un moment crucial. Alors que le monde du tourisme se relève progressivement des effets de la pandémie, Maurice cherche à consolider un positionnement haut de gamme, axé sur la qualité plutôt que la quantité. Le tourisme post-Covid favorise désormais les destinations qui allient luxe, sécurité sanitaire, durabilité et expérience immersive. Maurice, à travers des établissements comme le Prince Maurice, coche toutes les cases.

« Au Prince Maurice... Chaque séjour est pensé comme une expérience unique... »

Une distinction qui engage pour l'avenir

L'entrée du Constance Prince Maurice dans le palmarès du Forbes Travel Guide n'est pas seulement un trophée symbolique. C'est un engagement à maintenir l'excellence, à innover sans cesse, à incarner le luxe avec éthique et sens.

Pour le groupe Constance Hotels & Resorts, c'est la confirmation d'une stratégie axée sur l'élégance sincère, l'enracinement régional et le respect du patrimoine naturel. Pour Maurice, c'est une victoire collective, qui souligne tout le potentiel de l'île à devenir l'une des références du tourisme haut de gamme durable dans l'hémisphère sud.

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

À l'heure où Maurice cherche à redéfinir son modèle agricole, entre bouleversements climatiques, enjeux de souveraineté alimentaire et volonté de diversification économique, une initiative discrète mais prometteuse prend racine dans le nord de l'île. Sur les terres de Belle Vue, le groupe Terra, à travers sa branche agricole Agriterra, mise sur une culture encore inédite à Maurice : le macadamia. Cette noix, surnommée « la Rolls Royce des fruits secs », pourrait bien devenir l'or vert de demain.

Une première récolte encourageante

Après six ans de patience, de tests et de suivis rigoureux, le pari semble commencer à porter ses fruits. Entre janvier et mai 2025, Agriterra a réalisé sa première récolte commerciale : 200 kilos de noix ont été extraits des 1 500 arbres plantés en plusieurs vagues successives. Un volume encore modeste, mais porteur d'espoir, avec un taux d'extraction estimé à 10 %. Ces premiers résultats confirment que le climat mauricien, conjugué à une gestion agronomique minutieuse, permet la culture du macadamia en conditions viables.

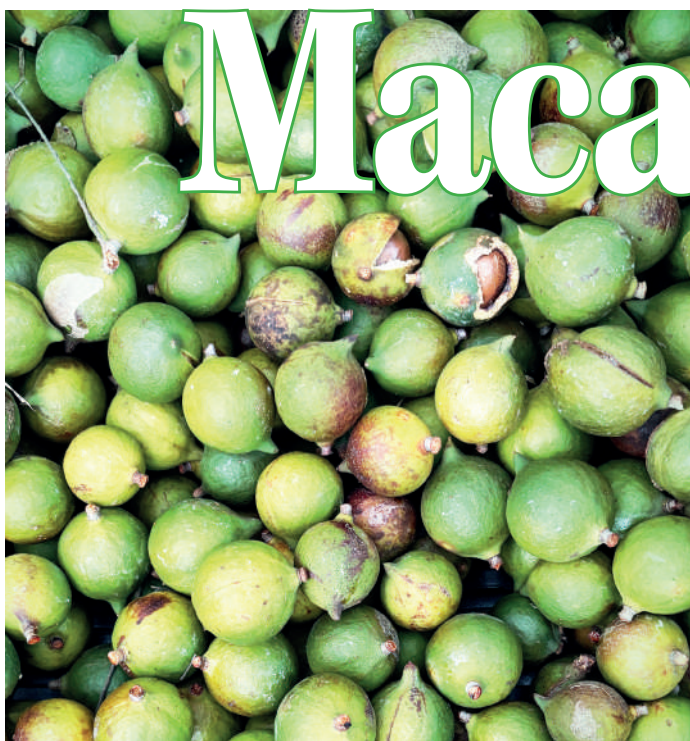
« Ce n'est qu'un début, mais c'est déjà une preuve de concept », affirme Jimmy Anthony, Area Manager chez Agriterra. « Le macadamia est une culture de long terme. Les arbres peuvent vivre plus de 50 ans et, bien entretenus, offrent un rendement très intéressant à maturité. Ce projet nous oblige à penser différemment l'agriculture, à investir dans la durabilité et à regarder au-delà de la canne. »

Une culture exigeante mais durable

Originaire d'Australie, le macadamia est réputé pour son goût délicat, sa richesse en acides gras monoinsaturés bénéfiques pour la santé, et ses usages variés, de la gastronomie à la cosmétique. Mais au-delà de ses qualités gustatives, cette plante possède de sérieux atouts agronomiques qui la rendent particulièrement adaptée aux nouvelles contraintes agricoles. Le macadamia nécessite peu d'eau par rapport à d'autres cultures pérennes, demande peu d'engrais (notamment en phosphore) et affiche une résistance naturelle aux ravageurs, surtout lorsqu'il est planté avec un bon espacement. Sa floraison attire les abeilles, favorisant ainsi la biodiversité et la pollinisation croisée dans les exploitations. De plus, les résidus de récolte sont facilement valorisables en compost, enrichissant les sols sans recours excessif à des intrants chimiques.

Vers une agriculture mauricienne plus résiliente

Le lancement de cette filière ne doit rien au hasard. Il s'inscrit dans une stratégie plus large du groupe Terra, dont le pôle agricole Agriterra pilote la reconversion progressive d'une



partie de ses 5 000 hectares. L'idée : ne pas opposer tradition et innovation, mais bâtir un modèle agricole intégré, où la culture de la canne à sucre, historiquement dominante, coexiste avec des productions alternatives à



haute valeur ajoutée.

« Maurice a besoin de diversifier son agriculture pour survivre économiquement », explique un responsable d'Agriterra. « Nous faisons face à des marchés mondiaux très concurrentiels, à des coûts de production en hausse, et à des événements climatiques de plus en plus extrêmes. Le macadamia répond à une logique de niche, mais bien maîtrisée, elle peut transformer un segment de notre agriculture. »

Le modèle économique mis en place repose sur une vision à long terme. L'arbre commence à produire après 5 à 7 ans, mais atteint son plein potentiel autour de la quinzième année. Cette temporalité impose de revoir les logiques de rentabilité immédiate. Elle demande aussi un accompagnement technique constant, que le groupe assure à travers ses ingénieurs agronomes, ses partenariats de recherche et ses investissements en irrigation et en gestion des sols.

Macadamia

une filière d'avenir germe à Belle Vue

Un marché porteur et une opportunité d'exportation

Dans le monde, le macadamia ne représente que 1,5 % de la production de noix arboricoles, ce qui en fait un produit rare. Sa demande est forte, notamment sur les marchés d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord, où les consommateurs recherchent des produits sains, traçables, et issus de

la dépendance extérieure et offrir aux consommateurs mauriciens un produit d'exception cultivé sur leur propre sol.

Planter aujourd'hui, récolter demain

Le pari du macadamia illustre une philosophie agricole qui gagne du terrain à Maurice : celle de la patience, de la diversification et de l'adaptation.

La noix de macadamia en quelques chiffres

- **Origine :** Australie (Queensland)
- **Producteurs majeurs :** Afrique du Sud, Kenya, Australie, Malawi
- **Rendement moyen à maturité :** 3 à 5 tonnes par hectare
- **Prix moyen à l'export (2024) :** entre USD 12 et USD 20/kg selon qualité
- **Usages :** alimentation, cosmétiques, huiles végétales, soins de la peau



modes de production responsables. Si la filière venait à se structurer davantage à Maurice, elle pourrait permettre des exportations ciblées, génératrices de devises et d'emplois qualifiés dans les zones rurales.

Pour l'instant, toute la macadamia consommée à Maurice est importée. Produire localement, c'est aussi réduire

En misant sur cette culture résiliente, durable et à forte valeur ajoutée, Agriterra pose les premières pierres d'une filière prometteuse. Si d'autres acteurs suivent, si la recherche s'intensifie, et si des débouchés se créent, le macadamia pourrait bien devenir l'un des visages du renouveau agricole mauricien.



DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

7 juillet 2005 – 7 juillet 2025

Attentats de Londres : deux décennies de douleur et de résilience



Le 7 juillet 2005, Londres s'éveillait sous un ciel d'été paisible, à peine vingt-quatre heures après avoir appris avec jubilation qu'elle accueillerait les Jeux Olympiques de 2012. Mais cette joie allait être balayée brutalement par une série d'attentats coordonnés, les plus meurtriers survenus au Royaume-Uni depuis la Seconde Guerre mondiale. Vingt ans plus tard, les cicatrices sont toujours présentes. Retour sur cette journée noire qui a bouleversé la capitale britannique et marqué l'histoire contemporaine du terrorisme.

Une matinée d'horreur dans le cœur de Londres

À 8h50, l'enfer s'abat sur le métro londonien. Trois bombes explosent quasi simultanément dans les rames du métro, semant la panique. La première explosion survient entre Moorgate et Aldgate East, dans le quartier financier de la City.

La seconde déchire un wagon entre King's Cross et Russell Square, faisant 27 morts à elle seule. À Edgware Road, à 8h51, une troisième bombe tue 7 personnes. Les autorités et les usagers plongés dans le chaos croient d'abord à des défaillances électriques. Mais à 9h47, une quatrième explosion – cette fois dans un bus à impériale à Tavistock Square – confirme l'ampleur d'une attaque terroriste coordonnée. Le bus est soufflé par l'explosion, et 14 passagers trouvent la mort.

Des terroristes nés et élevés au Royaume-Uni

Rapidement, la piste de kamikazes islamistes se dessine. L'enquête permet d'identifier quatre jeunes hommes britanniques, musulmans, radicalisés dans la clandestinité. Aucun n'était connu des services de sécurité.

- **Mohammad Sidique Khan**, 30 ans, père de famille, responsable de la bombe à Edgware Road.
- **Shehzad Tanweer**, 22 ans, à l'origine de l'explosion d'Aldgate East.
- **Germaine Lindsay**, 19 ans, auteur de l'attentat de Russell Square.
- **Hasib Hussain**, 18 ans, responsable de la bombe dans le bus.

Ils étaient tous montés dans un train depuis Luton ce matin-là. Sur les images de vidéosurveillance, on les voit, sacs à dos sur le dos, traverser la gare de King's Cross quelques minutes avant les explosions.

L'enquête établira qu'ils ont utilisé un explosif artisanal à base de peroxyde d'acétone (TATP), souvent qualifié de "Mother of Satan", déjà utilisé dans d'autres attaques terroristes.



"Nous sommes tous Londoniens", disait-on à Paris le soir du drame. Aujourd'hui encore, cette phrase résonne avec force.



Une riposte immédiate et une nation sous le choc

Dès 10 heures, les autorités britanniques décrètent l'état d'urgence. Le métro est fermé, le réseau de bus est suspendu. L'armée est déployée autour des sites sensibles. À midi, depuis le sommet du G8 en Écosse, le Premier ministre Tony Blair s'exprime avec émotion : « Notre détermination à vaincre le terrorisme est plus forte que jamais ».

La Reine Elizabeth II, les chefs religieux, les maires, les représentants politiques de tous bords condamnent ces "actes barbares". Les transports publics sont paralysés pendant des heures. La population, abasourdie mais solidaire, répond avec calme et dignité.

Un lourd tribut : 56 morts, 784 blessés

Le bilan humain est effroyable : 56 morts, dont les quatre kamikazes, et 784 blessés, certains à vie. Les victimes sont d'origines diverses : britanniques, mais aussi portugaises, chinoises, australiennes, polonaises ou encore sierra-léonaises. Londres, cosmopolite, paie le prix de sa diversité et de son ouverture.

Parmi les victimes, des écoliers, des

infirmiers, des avocats, des étudiants. Un jeune de 18 ans a été attaqué le lendemain dans sa chambre universitaire, à Goldsmiths, par un colocataire radicalisé qui a crié « Les mécréants doivent périr » avant de l'agresser à l'arme blanche. Ce crime, d'abord isolé, s'inscrira plus tard dans la logique de contagion idéologique du 7 juillet.

Une onde de choc internationale

À travers le monde, la communauté internationale exprime sa solidarité. Le président français Jacques Chirac évoque « l'horreur absolue ». Le plan Vigipirate est élevé au niveau rouge en France. George W. Bush, depuis le G8, déclare que « la guerre contre le terrorisme continue ». Les condamnations pleuvent de toutes parts, du Vatican à l'ONU, en passant par l'Allemagne, le Canada ou Israël.

Des minutes de silence sont observées dans les stades, les assemblées, les gares. Les coureurs du Tour de France, les pilotes de Formule 1, les parlementaires européens – tous rendent hommage aux victimes.



Polémiques, soupçons, défaillances

Dans les semaines qui suivent, des questions surgissent. Pourquoi le niveau d'alerte avait-il été abaissé juste avant les attaques ? Comment des jeunes nés au Royaume-Uni ont-ils pu être radicalisés sans que personne ne le voie ? Des rumeurs circulent sur des simulations d'attentats prévues aux mêmes heures et lieux par une entreprise de sécurité londonienne, Visor Consultants.

Une bavure dramatique jette aussi une ombre sur la riposte policière : le 22 juillet, un jeune Brésilien, Jean Charles de Menezes, est abattu dans le métro par erreur, après avoir été suspecté à tort de terrorisme.

Vingt ans après, que reste-t-il ?

Vingt ans après les attentats, des plaques commémoratives rappellent la tragédie dans les stations touchées. Une stèle a été érigée à Hyde Park, lieu de recueillement pour les familles endeuillées. Les services de renseignement ont été profondément réformés. La prévention de la radicalisation est devenue une priorité. Mais les défis restent immenses, alors que le spectre de nouvelles menaces, y compris d'extrême droite ou liées à des conflits internationaux, ne cesse d'évoluer.

Pour de nombreux Londoniens, le 7 juillet reste un jour gravé dans la mémoire collective. Une journée où la haine a frappé sans distinction. Une journée où la résilience d'une ville a défié la barbarie.

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Quand une future juriste choisit la terre : Bhavana Ramchelawon, semeuse de dignité

À 31 ans, Bhavana Ramchelawon ne ressemble pas à l'idée que l'on se fait habituellement d'une agricultrice. Étudiante en droit, elle pourrait aisément poursuivre une carrière dans un cabinet d'avocats ou dans l'administration publique. Pourtant, c'est dans les champs de bananes de Britannia, aux côtés de son père, qu'elle investit chaque jour son énergie, son temps et sa vision. **Son ambition** : redonner à l'agriculture ses lettres de noblesse, et incarner une jeunesse mauricienne qui n'a pas peur de retrousser ses manches.

Héritière d'un patrimoine agricole

Issue d'une famille ancrée dans la terre depuis plusieurs générations, Bhavana a grandi entourée de cannes à sucre, de récits de labeur et de souvenirs d'enfance rythmés par les saisons agricoles. « *Quand j'étais petite, je passais mes vacances dans les champs, à courir entre les sillons, pendant que les grands travaillaient* », se souvient-elle. Cet héritage familial, elle le revendique aujourd'hui avec fierté, déterminée à l'adapter à son époque.

Son père, qui l'accompagne dans cette aventure, résume leur philosophie en une phrase : « *Il ne suffit pas de planter. Il faut aimer la terre, lui consacrer du temps et lui donner de soi.* » Une phrase que Bhavana a faite sienne, tant elle incarne cette passion viscérale pour un métier exigeant.

Une transition vers la banane

Face à la disparition progressive des plantations de canne, la famille Ramchelawon s'est réorientée vers la culture de la banane. Un choix stratégique, mais aussi un pari risqué. Sans entrepôt adapté pour le stockage, avec une chaîne de distribution encore peu structurée et des marges serrées, Bhavana doit jongler avec les aléas d'un secteur trop souvent laissé pour compte.

« *Il faut être organisé, anticiper les récoltes, connaître le marché, et savoir négocier. On est à la fois agriculteur, gestionnaire et commercial* », explique-t-elle avec pragmatisme. Loin d'un métier rustique, elle voit dans cette activité un véritable projet entrepreneurial.

Un modèle tourné vers les jeunes

Ce qui distingue Bhavana, c'est son regard tourné vers les autres. Elle ne



veut pas seulement produire, mais aussi former, inspirer et transmettre. Son rêve ? Employer des jeunes de la région, leur offrir une première expérience professionnelle, leur apprendre les techniques agricoles et les initier à l'esprit d'entreprise.

« *Je veux que les jeunes arrêtent de penser que l'agriculture, c'est le dernier recours. C'est un secteur noble, qui a besoin de bras, mais aussi d'intelligence. Travailler la terre, c'est aussi faire preuve de stratégie, de rigueur et de créativité.* »

Elle milite ainsi pour un meilleur accès aux terres agricoles sous bail, à des formations techniques encadrées et à un accompagnement entrepreneurial sur le long terme.

La leçon venue de Thaïlande

Un moment clé dans le parcours de Bhavana a été son voyage en Thaïlande, en 2017, dans le cadre d'un programme d'échange. Elle y découvre une agriculture intégrée, diversifiée, respectueuse de l'environnement et basée sur la philosophie du roi Rama IX : l'économie de suffisance. Cette approche prône l'autosuffisance, la durabilité et la simplicité volontaire.

« *Ce voyage m'a transformée. Là-bas, j'ai*

compris qu'être autosuffisant, c'est être libre. Produire ce qu'on consomme, c'est se libérer d'un système trop dépendant des importations. »

Une vision qu'elle ramène à Maurice, renforcée par la crise du Covid-19, où les ruptures d'approvisionnement ont mis en lumière la fragilité du modèle économique global. « *Pendant cette période, l'agriculture est redevenue centrale. On a redécouvert qu'elle était un pilier de notre sécurité nationale.* »

Entre études de droit et bottes aux pieds. Aujourd'hui, Bhavana partage son temps entre l'université et les champs. Elle ne renonce pas à son rêve de devenir juriste, mais veut faire entendre une voix différente dans le débat public : celle de la terre. Une voix jeune, féminine, consciente de l'enjeu de la souveraineté alimentaire.

Ses semaines sont chargées : lectures juridiques, récoltes, suivi des clients, réseaux sociaux, gestion des employés. Rien ne l'arrête. Pas même les intempéries ou les maladies des plantes. « *La terre ne t'attend pas. Tu dois être là, peu importe les circonstances.* »

Femme dans un univers souvent dominé par les hommes, Bhavana impose sa



« *La terre ne t'attend pas. Tu dois être là, peu importe les circonstances.* »

vision avec calme et assurance. Elle assume sa place, avec humilité, mais sans se dérober. « *Je veux montrer que les femmes ont toute leur place dans l'agriculture moderne. On a la capacité de gérer, d'innover, de bâtir quelque chose de solide.* »

Son parcours inspire déjà d'autres jeunes, notamment des femmes, qui la contactent via les réseaux pour en savoir plus sur son expérience.

Une jeunesse enracinée, une nation nourrie

Pour Bhavana Ramchelawon, le retour à la terre n'est pas un repli, mais une avancée. Une manière de bâtir une île plus résiliente, plus solidaire et moins dépendante de l'extérieur. Elle croit fermement que l'avenir du pays repose aussi sur sa capacité à nourrir sa population, avec des produits locaux, sains et accessibles.

En cultivant ses bananes, elle cultive aussi un espoir : celui d'une nouvelle génération de leaders enracinés, conscients, audacieux. Elle ne se contente pas de faire pousser des fruits. Elle sème des idées, une vision, et peut-être une révolution douce – celle d'une jeunesse qui reprend le contrôle de sa terre et de son destin.

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

À première vue, Ouday Chuttoo ressemble à n'importe quel adolescent mauricien : un uniforme soigné, un cartable chargé de cours, et des rêves plein la tête. Mais derrière son apparente normalité, se cache un jeune homme dont la maturité frappe dès les premiers mots. Préfet au collège Adolphe de Plevitz SSS, passionné de littérature et militant engagé, il incarne une jeunesse qui refuse de détourner le regard des réalités intérieures trop souvent ignorées : celles de la santé mentale.

À seulement 17 ans, Ouday n'a pas attendu d'avoir un diplôme ou une tribune officielle pour s'attaquer à l'un des tabous les plus tenaces de notre société. Il a choisi la voie de la littérature pour briser les silences. Son premier roman, *The Ashes of Tomorrow*, n'est pas seulement un exercice de style, mais un acte de résistance. Résistance contre l'invisibilisation des douleurs psychiques, contre l'isolement, contre les blessures muettes que les adolescents portent comme des cicatrices secrètes.

Une œuvre née d'un combat personnel et collectif

The Ashes of Tomorrow retrace le parcours d'Aiden, un adolescent qui vacille entre colère sourde, chagrin enfoui et désir de rédemption. Le personnage est fictif, mais son vécu fait écho à une réalité bien tangible. Il traverse les épreuves d'une adolescence cabossée par les abus émotionnels, la solitude, et cette sensation d'incompréhension si familière à ceux qui souffrent en silence.

« Écrire, c'était ma façon de respirer », confie Ouday. « À un moment, les émotions étaient trop lourdes, et je ne trouvais pas d'espace pour les exprimer. Le papier est devenu cet espace. » Ce roman est donc un cri silencieux. Pas une plainte, mais une main tendue. Un récit de survie, mais surtout un message d'espoir.

Le ton du livre est à la fois brut et sensible. Il ne cherche pas à enjoliver la réalité, mais à lui rendre sa complexité. À travers Aiden, ce sont des milliers de jeunes qui se reconnaissent, à Maurice comme ailleurs. Des jeunes qui se débattent dans un système scolaire rigide, au sein de familles parfois dépassées, dans un monde où les réseaux sociaux renforcent les solitudes au lieu de les combler.

Un engagement qui dépasse les pages

Mais Ouday ne s'est pas arrêté au livre. Il a compris que les mots, aussi



Ouday Chuttoo : À 17 ans, il écrit contre le silence

puissants soient-ils, doivent être portés au-delà des pages. En tant que préfet, il a initié des discussions dans son collège sur la santé mentale, la pression scolaire et l'anxiété. Il participe à des ateliers, collabore avec des associations locales, et multiplie les interventions pour sensibiliser ses pairs — et parfois même les enseignants.

« On parle de notes, de discipline, d'avenir... mais rarement de ce qu'un élève ressent vraiment. Beaucoup s'effondrent en silence. Certains n'osent même pas dire qu'ils ne vont pas bien », déplore-t-il. Pour lui, il est urgent que les écoles soient formées à repérer les signaux d'alerte psychologique, et que les jeunes aient des espaces sûrs où ils

peuvent parler sans peur du jugement. Ce n'est pas une revendication théorique : c'est un constat qu'il vit au quotidien. Et il n'est pas seul. D'autres jeunes autour de lui commencent aussi à s'exprimer, inspirés par son courage discret. Une petite révolution est en marche, et Ouday en est l'un des visages.

La force de la vulnérabilité

Ce qui distingue Ouday, ce n'est pas seulement son engagement. C'est sa capacité à assumer sa vulnérabilité. Là où beaucoup de leaders s'enveloppent d'un vernis d'assurance, lui revendique ses doutes, ses peurs, ses questionnements. « Je ne suis pas un thérapeute, je ne prétends pas tout



savoir. Mais je sais ce que c'est que de se sentir seul. Et si mes mots peuvent aider ne serait-ce qu'une personne, alors j'aurai servi à quelque chose. »

Dans une société où la virilité est encore souvent associée au silence émotionnel, où la réussite passe par la dissimulation de la fragilité, cette posture relève presque de l'acte militant. Ouday montre qu'il est possible d'être fort autrement. Fort dans l'empathie. Fort dans l'écoute. Fort dans l'acceptation de l'autre et de soi-même.

Un projet littéraire et humain qui ne fait que commencer

Le succès discret mais croissant de *The Ashes of Tomorrow* en dit long. Des élèves l'empruntent en bibliothèque. Des enseignants en parlent lors de débats en classe. Certains parents y trouvent une clef pour mieux comprendre leurs enfants. Le roman commence à circuler au-delà du cercle scolaire, porté par le bouche-à-oreille et l'authenticité de sa démarche.

Mais Ouday ne compte pas s'arrêter là. Il travaille déjà sur d'autres projets d'écriture, toujours ancrés dans la réalité émotionnelle de sa génération. Il envisage aussi de poursuivre ses études dans une filière qui allie sciences humaines, écriture et engagement social. « J'ai encore tant à apprendre. Mais je veux continuer à écrire, à écouter, à créer des ponts là où il y a des murs. »

Un jeune auteur, une voix qui compte

Ouday Chuttoo n'a pas attendu d'être diplômé, élu ou invité à la télévision pour prendre la parole. À 17 ans, il incarne un nouveau type de leadership, fait de sensibilité, de lucidité et de courage. Un courage tranquille, celui qui ne fait pas de bruit mais qui transforme les silences en récits, les blessures en dialogues, les solitudes en prises de conscience collectives.

Dans un monde qui court souvent sans s'écouter, il rappelle que l'écoute commence par soi. Et que parfois, un adolescent muni d'un stylo peut en faire plus pour sa génération qu'un ministre en costume. Ouday n'éclaire pas la scène — il éclaire l'intérieur. Et c'est peut-être cela, le plus grand acte de changement.

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

I Have a Dream : Quand la musique devient une arme contre la précarité



À Bois Rouge, dans le nord de l'île Maurice, un petit miracle se répète chaque semaine. Dans un quartier souvent oublié des grandes politiques sociales, des enfants issus de milieux défavorisés trouvent refuge... dans la musique. Derrière cette transformation, une association au nom inspiré : I Have a Dream.

Fondée il y a cinq ans par Rocardo Moutou, cette initiative fait plus que rêver : elle agit. À coups de notes de clarinette, de riffs de guitare ou de battements de batterie, elle réécrit le destin de jeunes souvent laissés au bord de la route. Ici, la musique n'est pas un loisir, c'est une bouée de sauvetage, une école de vie, un cri d'espoir.

Le quartier de Bois Rouge n'a rien d'une place forte culturelle. Et pourtant, c'est ici qu'a émergé l'école de musique de l'association, un lieu hors du temps où 25 enfants âgés de 9 à 17 ans viennent s'épanouir. Certains vivent dans des foyers précaires, d'autres ont vu la violence ou la pauvreté trop tôt. Mais quand ils franchissent la porte de cette école, ils ne sont plus des victimes : ils deviennent musiciens.

Clarinette, saxophone, violon, guitare, clavier, batterie... chaque enfant choisit un instrument. D'autres intègrent la chorale. Et tous progressent ensemble, encadrés par des musiciens bénévoles et les membres de la Police Band de la Mauritius Police Force, partenaire de cœur et d'action du projet.

"Quand ils jouent ensemble, ils ne sont plus définis par leur quartier ou leurs difficultés. Ils sont un orchestre. Une voix. Une force", affirme Rocardo Moutou, les yeux brillants d'émotion.

Le pouvoir de la scène

Les enfants de I Have a Dream ne se contentent pas de s'entraîner entre quatre murs. Ils montent sur scène. Festivals culturels, centres

commerciaux, événements caritatifs... chaque prestation est une victoire. Pour certains, c'est la première fois qu'on les applaudit. La première fois qu'un adulte leur dit "bravo". Ces moments changent tout : ils leur redonnent confiance, dignité, motivation. Et le public, souvent ému jusqu'aux larmes, comprend que la musique a ce pouvoir rare de faire tomber les barrières sociales. "Je n'avais jamais vu mon fils sourire comme ça", confie une maman, encore bouleversée après un concert donné au centre de Port-Louis. "Il se sent enfin utile. Il a trouvé sa place."

Mahébourg, prochain chapitre

Derrière cette réussite, une équipe soudée : une vingtaine de bénévoles — musiciens, enseignants, éducateurs, psychologues — qui donnent de leur temps et de leur cœur. Leur objectif commun : transformer des destins, et non simplement former des musiciens. "La musique leur donne plus qu'un talent : elle leur donne une boussole. Ils apprennent la rigueur, l'écoute, le respect, le collectif. C'est une école de la vie", souligne Christel Sambadou, secrétaire de l'association.

Face au succès de Bois Rouge, l'association veut élargir son impact. Une deuxième école est en préparation à Mahébourg, dans le sud-est de l'île, une région où la précarité est aussi bien



présente, sinon plus. L'ouverture est prévue pour la fin août, avec l'ambition d'accueillir un nombre similaire, voire supérieur d'enfants.

"On veut dupliquer le modèle. Parce qu'on sait qu'il fonctionne. Parce qu'on sait qu'il change des vies", martèle Rocardo. Dans ce nouveau centre, une chorale sera également formée, avec l'ambition de constituer un ensemble instrumental régional capable, à terme, de tourner à travers l'île.

Cap sur l'Afrique du Sud

Mais le rêve ne s'arrête pas aux côtes mauriciennes. L'association vise haut : un voyage musical en Afrique du Sud, où les jeunes musiciens pourraient se produire dans plusieurs festivals solidaires.

Au-delà du symbole, c'est une aventure humaine extraordinaire qui se prépare. Une immersion culturelle, une ouverture au monde, et une manière

forte de montrer que le talent n'a pas de code postal. Les démarches sont en cours, tant du côté des sponsors que des autorités diplomatiques. L'ambassade d'Afrique du Sud à Maurice a été sollicitée pour accompagner cette initiative.

"C'est une expérience qui peut marquer leur vie à jamais. Ils reviendraient changés. Plus grands. Plus ouverts", souffle Rocardo, avec la passion qui le caractérise.

Un appel au soutien

Aujourd'hui, I Have a Dream veut continuer à grandir. Mais pour cela, elle a besoin de vous. De nous. Entre recherche de financements, sponsoring, bénévolat ou dons en nature, toutes les formes d'aide sont bienvenues.

"Nous ne sommes pas une école de musique. Nous sommes une école de transformation. Une communauté. Un lieu où l'on apprend à croire en soi, à se battre, à rêver", conclut Rocardo. À une époque où les inégalités ne cessent de se creuser, des initiatives comme celle-ci sont plus que nécessaires : elles sont vitales. Car si l'école peut changer une vie, la musique, elle, peut réconcilier un enfant avec son avenir.



Suivez et soutenez l'association sur Facebook : I Have a Dream Mauritius
Contact pour collaboration ou sponsoring : ihaveadream.mu@gmail.com

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025



Bien nourrir son chien ou son chat : un geste d'amour et de responsabilité



Les besoins nutritionnels de base

- Les chiens et les chats ont des besoins bien différents, car ils n'ont pas le même métabolisme. Le chien est un carnivore opportuniste. Il a besoin de protéines animales (viande, poisson), de glucides (riz, légumes) pour l'énergie, de lipides pour une peau saine et un pelage brillant, ainsi que de vitamines et de minéraux comme le calcium et la vitamine D, essentiels surtout pour les chiots.
- Le chat, en revanche, est un carnivore strict. Ses besoins sont plus exigeants : il lui faut davantage de protéines animales, des graisses pour l'énergie, des vitamines, et surtout de la taurine, un acide aminé indispensable à la santé de ses yeux et de son cœur. Contrairement au chien, il tolère très mal les glucides en excès. Leur alimentation doit aussi être adaptée à leur âge et à leur condition :
- Les chiots et chatons ont besoin de plus de calories, de protéines, de vitamines et de minéraux pour soutenir leur croissance. Une carence à cet âge peut entraîner des séquelles irréversibles.
- Les animaux âgés (seniors) nécessitent moins de calories, mais plus d'oméga-3, d'antioxydants et des protéines de haute qualité pour soutenir leur immunité et ménager leur foie et leurs reins.

Nourrir correctement son chien ou son chat n'est pas toujours évident. Entre idées reçues, contraintes de temps, budget limité et manque d'informations fiables, on peut facilement commettre des erreurs, même avec la meilleure volonté du monde. Pourtant, une alimentation adaptée est la clé pour garantir à votre compagnon une vie longue, saine et épanouie. Cet article vous aide à comprendre les besoins nutritionnels réels de vos animaux, à choisir les bonnes options selon votre situation, et à éviter certains pièges qui peuvent nuire à leur santé.

Les trois grandes options alimentaires

1. Les croquettes

- Pratiques et faciles à conserver.
- Généralement équilibrées, surtout si vous choisissez une marque de qualité avec des ingrédients clairs.
- Bonnes pour l'hygiène dentaire des chiens.
- Recommandées pour les chats, qui peuvent grignoter à volonté dans la journée.

Les pâtées / sachets fraîcheur

- Plus appétissantes et riches en eau, idéales pour les chats qui boivent peu.
- Recommandées en cas de risque de calculs urinaires.
- Plus coûteuses : vous payez surtout pour l'eau et l'emballage.

L'alimentation maison

- Permet de contrôler les ingrédients, mais nécessite du temps et des connaissances.
- Présente des risques de carences si elle n'est pas équilibrée avec des compléments vitaminiques adaptés, prescrits par un vétérinaire.

Pour tous les types d'aliments, choisissez des formules adaptées à l'âge, au poids, à l'activité et à l'état de santé (obésité, diabète, maladie rénale...).

Quel coût pour chaque type d'alimentation ?

La vraie question n'est pas le prix au kilo, mais le coût par jour.

Pour un chien de 10 kg :

- **Aliment premium** : 400 Rs/kg → 80 Rs/jour
- **Bas de gamme** : 50 à 100 Rs/kg → 12 à 25 Rs/jour (mais avec plus de risques de maladies)
- **Alimentation maison** : environ 75 Rs/jour si achat en gros

Pour un chat de 4 kg :

- **Croquettes premium** : 500 Rs/kg → 25 Rs/jour
- **Pâtée premium** : 50 à 75 Rs/jour
- **Bas de gamme** : 2,5 à 5 Rs/jour (souvent trop riches en céréales)
- **Maison** : 50 à 100 Rs/jour

À retenir : une alimentation de qualité augmente l'espérance de vie de votre animal de jusqu'à 20 % et diminue considérablement les frais vétérinaires.

Bien nourrir son chien ou son chat, c'est faire preuve de bon sens, de vigilance et d'amour. Il ne s'agit pas seulement de remplir une gamelle, mais de veiller à sa santé au quotidien. Choisir une alimentation de qualité, adaptée à son âge, à ses besoins et à votre budget, c'est investir dans le bien-être de votre compagnon.

Comme on dit souvent : « *Le bon marché revient toujours trop cher.* » Mieux vaut prévenir que guérir. En cas de doute, parlez-en à votre vétérinaire – surtout si votre animal est jeune, âgé ou souffre d'un problème de santé chronique.

Hydratation et quantité : les clés du quotidien

L'eau doit toujours être disponible, propre et fraîche, surtout si vous donnez uniquement des croquettes.

Les rations doivent être calculées en fonction du poids, de l'âge et de l'activité :

- Un chien adulte de 10 kg mange en moyenne 250 à 300 g de croquettes par jour.
- Un chat adulte de 4 kg a besoin de 40 à 60 g de croquettes ou 1 à 2 sachets de pâtée.

Les chiens mangent idéalement à heure fixe. Attention : pour les grandes races, éviter les activités physiques juste après le repas pour prévenir les torsions d'estomac, une urgence vitale.

Les chats, eux, grignotent naturellement plusieurs fois par jour. Les croquettes en libre accès sont donc bien adaptées.

Aliments à éviter absolument

Certaines erreurs peuvent coûter cher à la santé de votre animal :

- **Chocolat, raisins, oignons, ail, os cuits** : tous toxiques ou dangereux.
- **Os** : fréquente cause de constipation, occlusion intestinale ou hernies.
- **Lait après sevrage** : souvent mal digéré.
- **Excès d'additifs** : lisez bien les étiquettes des croquettes ou pâtées bas de gamme.

Observez votre compagnon : perte d'énergie, pelage terne, diarrhées fréquentes... autant de signes que l'alimentation n'est peut-être pas adaptée.

Le cas du riz : fausse bonne idée ?

Beaucoup de propriétaires pensent bien faire en cuisinant une pâtée maison à base de riz. Mais cela peut nuire à votre animal :

- Pour les chats, le riz n'est pas adapté : c'est un glucide, or ils ont besoin de protéines et de taurine. Un excès peut entraîner des carences graves, voire des maladies cardiaques.
- Pour les chiens, le riz peut être utilisé en complément, mais il ne doit jamais représenter plus du quart de la ration. Le riz blanc, notamment, est pauvre en nutriments essentiels. Il faut impérativement ajouter de la viande de qualité, des légumes cuits, et souvent un complément nutritionnel.

Exemple de ration maison :

- Pour un chien de 10 kg : 200g de poulet cuit (sans peau ni os), 80g de riz brun bien cuit, 50g de carottes cuites, 1 cuillère d'huile de poisson ou d'olive. Complément vitaminique nécessaire.
- Pour un chat de 4 kg : 150g de poulet ou poisson (sans arêtes), 20g de riz brun (facultatif), ½ cuillère à café d'huile de poisson, taurine en complément.



Dr Serge Monnier



Our Services

We Facilitate your Entry to Mauritius

At **AR International Solutions Ltd**, we take care of every step, so you don't have to!

AR International Solutions Ltd shall assist you in all your Formalities for your Permits to Live, Work & Stay in our Paradise Island, Mauritius!

Occupation Permit

Work & Residence Permit assistance for Non-Citizens in Mauritius.

Premium Visa

Stay Longer in Mauritius with 1 Year Premium Visa.

Lodging & Accommodation Permit

Dormitory Permit assistance for employer provided staff Accommodation

Mauritian HR Talents

We connect Mauritian Companies with Local Talents



AR INTERNATIONAL SOLUTIONS LTD
No. 49 Labourdonnais Avenue, Quatre Bornes, Mauritius

Tel: (+230) 428 5464
WhatsApp: (+230) 5790 0024

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Fast & Furious 11 : Vin Diesel veut ressusciter Brian O'Conner

C'est au FuelFest en Californie du Sud que Vin Diesel, 57 ans, a ravivé la flamme nostalgique des fans de Fast & Furious. Alors que la saga touche à sa fin avec un onzième opus prévu pour avril 2027, l'acteur emblématique a confié son souhait de revoir le personnage de Brian O'Conner, incarné par feu Paul Walker, revenir une ultime fois à l'écran.

« Je veux que l'histoire se termine là où elle a commencé : à Los Angeles. Je veux qu'on retrouve le street racing originel. Et je veux que Dom et Brian soient réunis », a-t-il déclaré sous une salve d'applaudissements. Décédé tragiquement en 2013, Paul Walker reste une figure centrale de l'univers Fast. Pour boucler le septième film, ses frères Cody et Caleb avaient prêté leur visage au personnage, assistés par la technologie CGI. Depuis, Brian est « vivant » dans l'univers narratif, mais n'apparaît plus à l'écran. Diesel, profondément attaché à son ami et partenaire, souhaite lui offrir un dernier hommage cinématographique, sans pour autant tomber dans la surenchère numérique. Reste à savoir comment Universal choisira d'équilibrer émotion, respect et innovation dans ce final très attendu.



James Bond : la relève s'annonce jeune et audacieuse sous la houlette de Denis Villeneuve

Qui pour succéder à Daniel Craig dans le costume le plus iconique du cinéma britannique ? Alors que Amazon-MGM prépare un nouveau chapitre pour James Bond, trois noms émergent selon Variety : Tom Holland, Jacob Elordi et Harris Dickinson. Trois visages jeunes, prometteurs, et à la hauteur d'un 007 repensé pour séduire une nouvelle génération.

À la réalisation, c'est le maître de la science-fiction Denis Villeneuve (Dune, Arrival) qui a été officiellement confirmé. Il s'est imposé face à de sérieux concurrents tels que Jonathan Nolan ou Edgar Wright. Villeneuve promet de préserver l'héritage tout en insufflant une modernité narrative, alignée avec les codes de l'espionnage contemporain.

● Tom Holland (29 ans), déjà mondialement connu en Spider-

Man, avait pitché à Sony une idée de James Bond junior. Aujourd'hui, il revient dans la course, plus crédible que jamais.

● Jacob Elordi (27 ans), remarqué dans Euphoria et Priscilla, représenterait un Bond plus énigmatique, possiblement le deuxième Australien à endosser le rôle après George Lazenby.

● Harris Dickinson (28 ans), salué dans Triangle of Sadness et en tant que réalisateur à Cannes, incarne un Bond introspectif, élégant et potentiellement disruptif.

Le tournage ne devrait pas débuter avant 2026, pour une sortie envisagée en 2028. Ce Bond 26 marquera non seulement la première collaboration avec Amazon, mais aussi un changement de ton majeur : plus jeune, plus psychologique, et plus international.

Spider-Man: No Way Home – Quand Reddit réécrit le scénario

Dans les coulisses de Spider-Man: No Way Home, l'un des moments les plus attendus du film – l'apparition de Tobey Maguire et Andrew Garfield – a bien failli être très différent. Le réalisateur Jon Watts, présent au Méditerranée Film Festival, a récemment révélé que l'introduction des anciens Spider-Men avait été complètement repensée... à cause de Reddit.

Dans un entretien accordé à Collider, Jon Watts explique qu'au départ, les portails devaient s'ouvrir juste après la mort tragique de Tante May. L'idée initiale était d'introduire Tobey et Andrew dans une scène sombre, émotive, censée souligner la douleur du Peter Parker de Tom Holland : « Peter est dévasté, et là, les autres Spider-Men apparaissent dans un moment très grave. » Mais tout a basculé lorsqu'il a lu un fil Reddit où des fans, visiblement bien informés ou très inspirés, décrivaient avec une précision troublante cette version de la scène. Pris de court, Jon Watts décide alors de changer complètement l'approche : « Quand j'ai vu à quel point les gens devinaient juste, je me suis dit qu'on ne pouvait pas faire exactement ce qu'ils attendaient. »

Résultat : l'introduction des Spider-Men a finalement été déplacée vers une séquence plus légère, pleine d'émotion mais aussi d'humour – celle où Ned ouvre les portails par accident. Un choix salué par les fans, qui ont retrouvé dans cette scène l'esprit collaboratif et fraternel des trois incarnations de l'homme-araignée. Comme quoi, même les blockbusters peuvent être influencés par les internautes, et parfois, c'est pour le meilleur.



DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

Hera Pheri 3 : Paresh Rawal revient, la paix est faite

C'est officiel : Paresh Rawal endossera à nouveau le rôle légendaire de Baburao Ganpatrao Apte dans Hera Pheri 3. L'acteur a confirmé la nouvelle lors d'un podcast animé par Himanshu Mehta : « *Tout est résolu maintenant.* »

Cette déclaration rassure les fans, après plusieurs mois d'incertitude. En mai dernier, Rawal avait annoncé son retrait du projet, semant le doute sur la reformation du trio culte composé d'Akshay Kumar, Suniel Shetty et lui-même. Le climat s'était même envenimé avec une action en justice intentée par Akshay Kumar, réclamant 25 crores de roupies en dommages-intérêts à la production.

Mais la page est tournée. « *J'ai toujours été partant. Il fallait juste harmoniser nos visions. Ce sont des artistes créatifs, mais aussi des amis de longue date* », a précisé Rawal. Sous la direction de Priyadarshan, le troisième opus s'annonce comme un retour aux



sources, où humour et complicité seront les maîtres-mots.

L'acteur a également souligné l'importance de rester

fidèle à l'amour du public : « *Quand une saga est aussi aimée, on a le devoir d'élever notre niveau. Il ne suffit pas de se reposer sur le passé.* »

Sarzameen : Ibrahim Ali Khan s'impose dans un thriller patriotique



Le film Sarzameen, réalisé par Kayoze Irani et produit par Karan Johar, se dévoile enfin à travers un premier teaser intense diffusé sur JioHotstar. Avec à l'affiche Kajol, Prithviraj Sukumaran et Ibrahim Ali Khan, cette fresque patriotique explore les tensions géopolitiques du Cachemire et les conflits intérieurs de ceux qui en sont les témoins.

Le récit suit Vijay Menon (Prithviraj), officier incorruptible de l'armée, confronté à une situation de crise qui bouleverse sa famille. À ses côtés, Meera (Kajol), son épouse, tente de maintenir le lien familial face à l'épreuve.

Mais c'est Ibrahim Ali Khan, dans un rôle radicalement différent de ses débuts romantiques, qui attire tous les regards. Barbe épaisse, regard tourmenté, silhouette militaire, le jeune acteur interprète Harman, un personnage pris entre loyauté nationale et douleur intime. Une scène-clé du teaser montre Harman braquant une arme sur Menon, dans un face-à-face chargé de tension.

Ce thriller humain, entre secrets de guerre et fractures personnelles, promet d'explorer les zones grises du patriotisme. Prévu pour le 25 juillet, Sarzameen pourrait bien être la surprise dramatique de l'année.



Kareena Kapoor : « Depuis l'attaque, je vis avec cette angoisse »

Dans une intervention poignante lors de la conférence We The Women, Kareena Kapoor Khan est revenue pour la première fois sur l'agression dont a été victime son époux, Saif Ali Khan, en janvier dernier.

« *C'est encore difficile. Je vis dans une peur constante. Mais je refuse que mes enfants grandissent avec ce stress. Je veux les protéger de cette insécurité* », a-t-elle confié.

L'incident s'est produit dans la nuit du 16 janvier 2025, à leur domicile de Bandra, Mumbai. Un homme, Mohd Shariful Islam Shehzad, s'est introduit chez eux avec l'intention de voler. La confrontation a viré au drame : Saif Ali Khan a été poignardé à la base du crâne, subissant une opération complexe à l'hôpital Lilavati. Il en est ressorti le 21 janvier, après cinq jours en soins intensifs et une intervention de plus de cinq heures.

Malgré cette épreuve, Kareena puise sa force dans sa famille. « *Jeh pense que son père est Batman ou Iron Man. J'espère qu'il se souviendra de cette épreuve comme d'un combat que son père a gagné.* »

Cette prise de parole met en lumière une autre facette des célébrités : la vulnérabilité derrière les projecteurs, et la force qu'il faut pour surmonter l'inimaginable sous l'œil du public.



DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025



Permis sous conditions: la GRA réclame des comptes avant le départ

Alors que la saison hippique 2025 approche à grands pas, un vent d'incertitude souffle encore sur plusieurs entraîneurs qui n'ont pas encore obtenu leur licence d'opération. Si six professionnels bien établis – Ramapatee Gujadhur, Subiraj Gujadhur, Vincent Allet, Preetam Daby, Vicky Ruhee et Carl Hewitson – ont été officiellement approuvés par la Gambling Regulatory Authority (GRA), d'autres attendent encore le feu vert. Et pour certains, l'attente risque de se transformer en refus.

Des lettres qui sèment le doute

Plusieurs entraîneurs encore en attente ont reçu ces derniers jours des lettres officielles de la GRA leur demandant des éclaircissements majeurs. Ces courriers, émis dans le cadre du processus de due diligence, soulignent des incohérences, des déficits financiers, ou encore des

interrogations sur la provenance des fonds utilisés pour l'achat de chevaux. Parmi les points évoqués, l'instance demande notamment :

- Si la société a régularisé sa situation auprès de la Mauritius Revenue Authority (MRA),
- Des états financiers complets jusqu'au 30 juin 2024,
- Des détails sur les paiements effectués à divers fournisseurs (nourriture, litière, maréchaux-ferrants, etc.),
- Des preuves sur l'origine des fonds ayant servi à acheter des chevaux ces trois dernières années,
- Et enfin, des relevés bancaires sur plusieurs mois, y compris d'éventuels comptes autres que celui déclaré initialement.

Ce type de correspondance crée un climat d'angoisse chez certains professionnels qui voient leur avenir compromis, alors même qu'ils se préparaient à participer activement à la relance des courses sous la bannière du Mauritius Turf Club Jockey Club (MTCJC).

Un signal clair pour la transparence

Pour les observateurs du milieu hippique, cette démarche est cependant

perçue comme une tentative de mettre de l'ordre dans une industrie longtemps décriée pour ses zones d'ombre. *"La GRA veut instaurer une culture de rigueur et de transparence. Ceux qui n'ont pas les reins solides ou qui peinent à justifier leurs opérations devront faire place à ceux qui respectent les règles"*, confie un cadre du secteur.

L'octroi rapide des six premières licences illustre cette volonté d'aller de l'avant avec ceux qui présentent des dossiers irréprochables. Tous les entraîneurs approuvés ont passé avec succès les étapes de vérification, notamment la traçabilité des fonds, un point particulièrement sensible dans un contexte de lutte contre le blanchiment d'argent.

Des écuries sur la sellette

Mais du côté de certaines écuries, comme celle de Zaki, l'heure est à la résignation. Selon nos recoupements, il est de plus en plus probable que ce dernier ne recevra pas de licence cette année. Des irrégularités administratives, combinées à des difficultés à fournir les documents exigés, fragilisent lourdement sa position.

"Il est clair que certains noms ne figurent même plus sur la liste d'attente

prioritaire", glisse un officiel sous anonymat. Cette situation reflète aussi le nouveau positionnement du MTCJC, qui veut s'aligner sur des standards internationaux en matière de gestion d'écuries et de respect des réglementations financières.

Le MTCJC, pour sa part, se veut rassurant. Dans son communiqué, l'organisme dit *"accueillir favorablement les décisions de la GRA"*, affirmant que cette première vague d'autorisations constitue *"un jalon crucial"* pour le retour des courses au Champ de Mars. Il rappelle également qu'il reste engagé à promouvoir un environnement équitable, dynamique et bien régulé. Mais pour les entraîneurs encore dans l'attente, l'heure tourne. Ils ont jusqu'au 14 juillet 2025 pour fournir tous les documents demandés. Passé ce délai, leur rêve de participer à la saison 2025 pourrait bien s'envoler.

Un enjeu de crédibilité

En somme, la stratégie actuelle vise à redorer le blason des courses mauriciennes, après des années de polémiques et de gestion contestée. Cette approche stricte peut sembler brutale, mais elle semble nécessaire pour rétablir la confiance – du public, des parieurs, mais aussi des investisseurs potentiels.

La saison 2025 se prépare sous le signe du renouveau. Mais ce renouveau ne sera pas accessible à tous. Seuls les plus transparents, les mieux préparés et les plus rigoureux auront le droit de s'élancer dès la première ligne droite du Champ de Mars.

Courses sous surveillance : l'heure du grand nettoyage a sonné

On entre aussi dans une phase de transformation profonde de son industrie hippique avec la mise en place officielle de la Horse Racing Integrity Division (HRID). Cette initiative, fruit d'une réforme ambitieuse de la Gambling Regulatory Authority Act, vise à restaurer la confiance des acteurs du secteur et à mieux encadrer les pratiques en vigueur.

Cette unité indépendante aura pour mission principale de veiller à l'éthique, la régularité et la transparence des courses hippiques. Son rôle s'étendra de la supervision des licences à l'enquête sur les

irrégularités potentielles, en passant par l'évaluation de la conformité des opérateurs.

La HRID fonctionnera sous l'autorité de la GRA, mais bénéficiera d'une autonomie d'action. Elle regroupera plusieurs branches, dont une cellule d'intelligence et d'investigation, un laboratoire de dépistage, ainsi qu'un pôle de conformité chargé d'approuver les licences.

Dès juillet 2025, tous les opérateurs devront s'acquitter de nouvelles redevances annuelles, allant de Rs 10 000 à Rs 100 000, selon leur type d'activité. Une série de mesures

dissuasives est également prévue pour sanctionner tout manquement aux règles établies.

Avec cette refonte, les autorités espèrent tourner la page des scandales passés et rétablir une image saine et crédible des courses à Maurice. Les instances souhaitent aussi renforcer l'attractivité du pays pour les parieurs locaux et internationaux, en garantissant une compétition équitable. La création de la HRID marque ainsi un tournant dans l'histoire de l'hippisme mauricien, en misant sur la rigueur et l'intégrité pour bâtir un avenir plus transparent.

Le Journal
Dimanche

Directeur de publication
et rédacteur en chef

Richard Nauvel

Email : info@journaldudimanche.com

Website: journaldudimanche.com

Marketing et publicité :

Jenna Ng Tin Hung.

Adresse : Ritter Street, Curepipe

Mobile : 5777 7458

DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025

The Real Prince règne sur le Hollywoodbets Durban July 2025



C'était la course que tout le monde attendait. Le rendez-vous phare du calendrier hippique sud-africain, le Hollywoodbets Durban July doté de 5 millions de rands, a tenu toutes ses promesses ce samedi à Greyville. Et c'est The Real Prince qui a écrit son nom en lettres d'or dans l'histoire, offrant à son jockey Craig Zackey une première victoire mémorable dans cette prestigieuse épreuve.

Dans une arrivée palpitante, The Real Prince, fils du célèbre étalon Gimmethegreenlight, a réussi à devancer de justesse Eight On Eighteen dans les toutes dernières foulées. La course fut haletante du début à la fin,



avec un peloton très serré à l'entrée de la dernière ligne droite. Mais c'est le duo Zackey/Kannemeyer qui a su tirer le meilleur parti de chaque mètre. Cette victoire est d'autant plus significative pour Craig Zackey qu'elle

marque un doublé personnel lors de cette journée d'élite.

Montant avec sang-froid et précision, le jockey sud-africain a su guider The Real Prince à travers les embûches pour offrir une victoire méritée à l'écurie de Dean

Kannemeyer, autre nom emblématique du turf sud-africain.

Le cheval appartient à Khaya Stables (Pty) Ltd, également son éleveur, preuve de la qualité de leur programme d'élevage.

Le groom M McGube, discret artisan de l'ombre, voit lui aussi son travail récompensé par cette victoire éclatante.

Résultat officiel : 5-11-6-17.

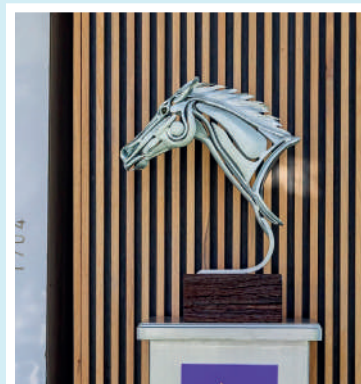
Le public, lui, n'oubliera pas de sitôt cette édition 2025 marquée par un final haletant et la consécration d'un véritable prince des pistes : The Real Prince.

Le Durban July : Quand le glamour rencontre la passion des courses

Chaque année, le Hollywoodbets Durban July transforme Greyville en une scène de spectacle total, où se mêlent élégance, tradition et compétition féroce. Plus qu'une simple course hippique, cet événement est devenu un rendez-vous incontournable du calendrier social sud-africain. Un défilé de chapeaux extravagants, de tenues haute couture et d'émotions fortes, où se côtoient célébrités, passionnés de turf et amateurs de mode.

L'édition 2025 n'a pas dérogé à la règle. Sous un ciel d'hiver clément, l'ambiance était électrique. Greyville a vibré au rythme des foulées puissantes des pur-sang et des acclamations des milliers de spectateurs venus vivre, une fois encore, le glamour à l'africaine. Les loges privées rivalisaient de sophistication tandis que les pelouses étaient le théâtre d'un concours de style improvisé. Chaque regard, chaque photo capturait l'essence d'un événement qui célèbre autant la beauté que la performance. Mais derrière les paillettes, le cœur du Durban July reste la course elle-même. Le handicap de 2200 mètres, le plus prestigieux du pays, offre une plateforme où s'affrontent les meilleurs chevaux, jockeys et entraîneurs. Et cette année encore, le spectacle fut à la hauteur, couronné par la victoire palpitante de The Real Prince, symbole d'élégance et de puissance.

Le Durban July, c'est l'ADN du sport sud-africain mêlé à l'art de vivre. Une journée où l'excellence équestre et le chic absolu galopent côte à côte, dans une célébration unique que seul le continent africain sait offrir.



DIMANCHE 06 AU 12 JUILLET 2025



SHOWTIME MAURITIUS

*presents*UB
40**LIVE CONCERT****20 JULY | SVICC, PAILLES**

TICKETS AVAILABLE ON: **Otayo** 466 99 99  **noubook** 5500 32 32
www.noubook.mu